

SEANCES DU VENDREDI 19 DECEMBRE 1986
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 19 DECEMBER 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1987;

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1987; ⁴

Interpellation jointe de M. A. Geens au Premier ministre sur « la conformité des récentes décisions du gouvernement à la déclaration gouvernementale et à l'accord de gouvernement ».

Discussion générale (réprise). — *Orateurs*: MM. Dehousse, De Smeyter, Trussart, Didden, p. 528.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1987;

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1987;

Toegevoegde interpellatie van de heer A. Geens tot de Eerste minister over « de conformiteit van de recente regeringsbeslissingen met de regeringsverklaring en het regeerakkoord ».

Algemene beraadslaging (hervatting). — *Sprekers*: de heren Dehousse, De Smeyter, Trussart, Didden, blz. 528.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Nicolas, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Nicolas, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 35 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLI-
QUE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987*Reprise de la discussion générale*INTERPELLATION JOINTE DE M. A. GEENS AU PREMIER MINIS-
TRE SUR « LA CONFORMITE DES RECENTES DECISIONS DU
GOUVERNEMENT A LA DECLARATION GOUVERNEMENT-
TALE ET A L'ACCORD DE GOUVERNEMENT »ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGRO-
TING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGRO-
TING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987*Hervatting van de algemene beraadslaging*TOEGEVOEGDE INTERPELLATIE VAN DE HEER A. GEENS TOT
DE EERSTE MINISTER OVER « DE CONFORMITEIT VAN DE
RECENTE REGERINGSBESLISSINGEN MET DE REGERINGS-
VERKLARING EN HET REGEERAKKOORD »

M. le Président. — Nous reprenons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1987 auquel est jointe l'interpellation de M. André Geens.

Wij hervatten de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijkschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1987, waaraan de interpellatie van de heer André Geens is toegevoegd.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, comme la plupart de mes collègues sans doute, c'est en me référant au rapport des travaux de notre commission que j'ai abordé, cet après-midi, la discussion du budget des Voies et Moyens et de celui de la Dette publique.

Il me semble qu'un certain nombre de choses manquent à ce rapport. C'est la raison pour laquelle l'essentiel de mon intervention portera sur un sujet qui, curieusement, n'est pas repris au rapport mais doit être porté à la connaissance du Sénat, à savoir le problème de l'impact des accords dits de la Sainte-Catherine.

On peut remarquer que le vocabulaire parlementaire tend à rejoindre le calendrier grégorien puisque, on en parlera tout à l'heure, nous avons connu, sans trop le savoir, des accords dits de la Pentecôte et des accords de Val-Duchesse, ces derniers étant attribués au Nord du pays, suivant en cela une certaine tendance bretonne, à Sainte-Anne. Aujourd'hui, nous en sommes donc aux accords de la Sainte-Catherine.

M. Luyten. — Dans « des pardons » bretons.

M. Dehousse. — Nous n'en sommes pas là, monsieur Luyten. C'est dommage. Peut-être y viendrons-nous un jour.

Je dirai peu de chose en ce qui concerne la technique même du budget, sauf que l'exposé du Vice-Premier ministre et ministre du Budget, inséré dans le rapport de M. Van houtte, a mis en évidence que nous étions, au niveau de la Région wallonne, heureux sans le savoir. On nous parle d'un budget pour la première fois en contraction, ce qui s'est produit à la Région wallonne depuis 1982, puisqu'un arrêté de pouvoirs spéciaux a été pris afin d'organiser le blocage du report des crédits dissociés. C'est aussi le cas à la Région wallonne depuis 1982. Apparemment, un certain nombre de choses qui ont été faites à la Région wallonne avant de l'être au niveau de l'Etat paraissent bonnes au gouvernement. Je regrette que la Wallonie en soit si peu et si mal récompensée dans le cadre des accords dont je veux parler.

Le premier volet de ceux-ci porte, et je n'apprends rien au ministre des Finances, sur les charges du logement. Qu'il me soit permis de formuler une première remarque à propos du caractère étrange de la discussion parlementaire. Cette seule partie de l'accord, qui en comporte

plusieurs, représente pour la Région wallonne un montant de 318 milliards. Il n'était donc pas difficile d'extrapoler et de dire que pour l'ensemble de l'accord et pour l'ensemble des trois Régions et des deux Communautés on doit se situer aux environs de 1 000 milliards.

En premier lieu, on ne connaît même pas le montant exact dont on discute et deuxièmement, il faut se livrer à des extrapolations pour y parvenir. Enfin, on traite un sujet d'une telle importance de façon je ne dirai pas insidieuse mais incidente dans le cadre de la discussion générale d'un budget. C'est, me semble-t-il, accorder bien peu d'attention — pour garder un bon langage parlementaire — à un problème aussi important et aussi lourd de conséquences.

Les charges du logement suscitent une série de questions. D'abord, parce que la note du comité de concertation — que M. Eyskens connaît fort bien —, note figurant dans l'annexe au rapport, commence par une déclaration de principe selon laquelle les Régions acceptent les charges du passé. Ce principe peut être bon ou mauvais. Mais, en termes parlementaires, c'est quelque chose d'étrange. De quelles charges s'agit-il? Qui en a fait le décompte et où le montant figure-t-il? Il faut se livrer à de véritables « contorsions » à travers une série d'annexes, pour arriver à établir le montant même des charges qu'on transfère de l'Etat à la Région.

On se trouve donc au départ devant une inconnue monumentale qui s'accompagne d'autres inconnues dont je voudrais donner ici un exemple. C'est le ministre des Finances lui-même, je crois, qui lors de la discussion du problème en commission de la Chambre, d'abord, du Sénat, ensuite, a bien voulu fournir aux commissaires une note concernant les comptes modèles de la SNL et de la SND. Dans cette note, on constate que les comptes indiquent une annuité de 58 milliards pour 1986. L'ensemble de l'accord porte donc, comme je l'ai dit, sur un montant énorme. Le seul poste de 58 milliards est de loin supérieur à un certain nombre de budgets dont nous aurons peut-être à discuter en détail en 1988 ou 1989. Mais ceci, comme aurait dit Kipling, est une autre histoire.

Or, le tableau suivant — et le ministre des Finances, que je me réjouis de voir au banc du gouvernement, doit le connaître mieux que moi — montre que, dans les 58 milliards accordés pour 1986, il est prévu que l'Etat supportera 18,4 milliards. Pourquoi exactement cette somme? On l'ignore, bien entendu. Peut-être le ministre pourra-t-il nous éclairer à cet égard. On peut aussi lire que les Régions supporteront 25,5 milliards. Cela nous amène à un total de 43,9 milliards. Un parlementaire diligent et attentif peut, par une simple soustraction — 58 milliards — 43,9 milliards — constater que 14 milliards « se promènent » quelque part.

La note est suffisamment précise pour laisser apparaître que les sociétés agréées de logement pour l'ensemble du royaume seront débitrices de 14 milliards pour 1986. Le ministre des Finances n'ignore pas plus que moi que la plupart des sociétés de logement, en tout cas en Wallonie, sont en déficit pour plus de 2 milliards de francs. Dès lors, à partir de quelle réalité espère-t-on que des sociétés ayant déjà un tel déficit pourront faire face à une charge qui représentera une fraction non négligeable de 14 milliards?

Les documents remis, tant aux commissaires de la Chambre qu'à ceux du Sénat, sont muets à ce sujet, sauf sur un point dont je reparlerai dans un instant.

Donc, premier élément, nous sommes dans une discussion d'une ampleur énorme, se référant à une documentation à la fois parcimonieuse, imprécise bien qu'allant parfois, paradoxalement, jusqu'à la décimale près. La situation n'est pas simplifiée par le fait que l'accord en question, bien que précisant la part de l'Etat, des Régions et des sociétés agréées, ne va pas jusqu'à définir la proportion dans laquelle les trois Régions seront intéressées. En d'autres termes, tout le problème de la répartition interrégionale reste posé. Curieux accord en vérité! Je voudrais savoir ce que le ministre des Finances peut répondre à cet égard.

Du reste, la situation n'est pas simplifiée en raison de deux ou trois éléments.

Tout d'abord, il faut constater que la Wallonie est mal récompensée des efforts de restrictions budgétaires qu'elle a opérés depuis 1981. Les Régions acceptent une charge supplémentaire de trois fois 4 milliards qui sont incorporés dans la dette; ils constituent une sorte de prime d'alourdissement qu'on justifie tant bien que mal en la considérant comme l'effort des Régions. En quoi le fait d'alourdir une dette constituera-t-il un effort des Régions et pourquoi ces dernières doivent-elles en faire un? Tout cela n'est pas expliqué, bien entendu.

Deuxième remarque. Alors que nous avons entendu depuis de nombreux mois des discours émouvants sur la charge écrasante qui pèse sur chacun des nouveaux-nés dans ce royaume — et cet argument est repris dans l'exposé du Vice-Premier ministre tel qu'il figure au rapport —, voici qu'en matière de charges du passé, on *shoote* dans l'avenir avec une énergie considérable, puisque l'Etat demande aux Régions de s'engager non pas pour cinq ou dix ans, mais pour 66 ans, c'est-à-dire pour deux générations complètes; cette durée correspond au système de remboursement de la SNL, ce que l'on comprend quand on connaît un peu cette matière. Ce système de remboursement en 66 ans, pratiqué à la SNL et dont il n'est pas évident qu'il était le meilleur, vient gangrener tout le système budgétaire régional. Le problème est le même pour chacune des Régions d'ailleurs. Elles sont projetées dans un avenir où l'incertitude va planer. Et quelle incertitude!

Pour ma part, j'ai calculé le total pour la Région wallonne. Il nous est loisible d'en faire autant pour la Région flamande. J'atteins le montant de 318 milliards, sans compter le fait qu'un accord a été pris pour estimer un taux d'intérêt et le prendre comme référence.

Il est évident qu'au cours des 66 dernières années, le taux de l'inflation a connu un grand nombre de variations. Il n'est pas insensé de croire qu'il en sera de même dans les 66 années prochaines. D'une manière générale, l'inflation a eu tendance à décroître, mais on peut toujours craindre une reprise. Si l'on se retrouvait dans une période d'inflation qui dépasse les 10 p.c., on peut imaginer ce que cela représenterait sur une masse de 318 milliards.

On commence donc par laisser planer une incertitude énorme et l'on ajoute un élément qui conduit à une incertitude gigantesque pour la suite des événements.

Une série de questions restent posées. On a beau relire l'accord, on comprend mal le système des trois fois 2 milliards qui sont alors insérés dans le raisonnement, pour autant qu'on puisse parler d'un raisonnement. Je fais référence au point 3.1 de l'accord. Il est dit que l'Etat fera une économie. Mais, monsieur le ministre, si l'Etat diminue ses crédits et si ceux-ci correspondent à des dépenses, qui va payer ces dépenses si l'Etat ne le fait pas? La note est muette sur ce point.

Par ailleurs, dans les négociations successives auxquelles vous avez pris une part importante, des différences de charges avaient été établies entre celles de la période antérieure à 1975, celles entre 1975 et 1980 et, enfin, celles entre 1980 et 1985.

Cette distinction disparaît tout à coup si bien que, alors que la loi de 1984, qui était loin d'être un modèle, prévoyait que les charges dites du passé ne couraient que jusqu'en 1983, maintenant, par un coup de baguette magique, la période est prolongée jusqu'en 1985. Vous savez mieux que moi que vous avez fait arrêter les comptes de la SNL en décembre 1985.

Il est évident qu'une date doit être arrêtée pour permettre d'effectuer des calculs et que celle là vaut une autre, elle amène toutefois une question à laquelle je n'ai pas trouvé de réponse dans les textes. Tout le monde sait, en effet, que les institutions visées ont contracté des dettes après le 1^{er} janvier 1986.

Qu'advient-il alors de la charge des emprunts des sociétés après la date de référence, c'est-à-dire le 30 décembre 1985?

Voilà quelques questions qu'un parlementaire est normalement en droit de se poser et auxquelles il s'attend à trouver une réponse. Or, tous les documents mis à notre disposition jusqu'à présent sont muets à cet égard. Par contre, ils ne le sont pas dans d'autres domaines. En ce qui concerne l'accord en question, ils précisent notamment que l'Etat pourra donner sa garantie à un certain nombre d'engagements qui seraient souscrits par les Régions.

Ceci pose un autre problème: sur base de quelles dispositions législatives l'Etat donnera-t-il sa garantie aux Régions pour une dette en matière de logement? A ma connaissance, selon la loi de 1980, la seule garantie que l'Etat soit admis à donner aux Régions est sa garantie en matière économique et encore ne peut-il le faire que dans des conditions très restrictives. Où situer, dès lors, le fondement législatif d'une nouvelle garantie de l'Etat? Songe-t-on à modifier la loi ou à travailler par pouvoirs spéciaux? Ce serait un comble dans le cadre d'une loi d'habilitation présentée comme destinée à opérer des économies.

Sur ce point comme sur d'autres, j'aimerais obtenir un certain nombre de précisions qui, jusqu'à présent, font cruellement défaut.

J'en viens au problème du préaccord du 17 juin 1986 dont votre note fait mention à la page 8 et que nous appelons, dans le jargon qui nous est propre, « le préaccord de la Pentecôte » dont j'ai parlé tout à l'heure.

Il est tout de même « énorme » qu'une note annexe, qui ne figure pas au rapport, fasse référence à un préaccord dont on explique les bienfaits et surtout les modifications, sans que le préaccord, même modifié, soit communiqué au Parlement. Nous nous trouvons dans une obscurité totale et avons l'impression que l'on rend, à dessein, les choses incompréhensibles.

Voilà plusieurs questions techniques que je désire poser, mais nous savons tous que le règlement de questions techniques a une influence parfois décisive sur les charges budgétaires.

Je reviens à ma question fondamentale: de quelles charges s'agit-il? Qui les a établies? Au nom de quoi les impose-t-on aux Régions?

Il est évident que, dans ce domaine, je ne suis pas enclin, pour avoir participé à nombre de discussions, à considérer que l'accord règle définitivement le problème. Je préfère le dire clairement aujourd'hui.

J'en viens, monsieur le ministre, au deuxième volet de l'accord, c'est-à-dire à la régionalisation des parastataux, point sur lequel il me paraît normal d'opérer la distinction entre les organismes présentés comme parastataux, dans l'annexe de la note du comité de concertation figurant au rapport, et les institutions scientifiques.

L'accord confirme — ce n'est pas une nouveauté et cela n'appelle pas de reproche — la régionalisation de cinq parastataux, mais certaines des informations demandées à ce sujet, et contestées depuis cinq ans, ne sont pas fournies alors qu'elles en conditionnent la compréhension.

Ainsi, comment répartit-on les agents de ces parastataux qui sont, je le rappelle, l'Institut national du logement, la Société nationale terrienne, l'Onem et la Société nationale de distribution d'eau, pour ne citer que les principaux? Le texte est muet à cet égard.

Qui, monsieur le ministre des Finances, paiera les pensions de ces agents? Le texte est encore muet à ce sujet.

Quel sera leur statut? Seront-ils transférés avec, si j'ose dire, armes, bagages et statut ou seront-ils assimilés aux fonctionnaires régionaux qui ont le statut de fonctionnaires de l'Etat?

M. De Seranno. — Pour ce qui concerne les pensions, c'est d'ores et déjà réglé.

M. Dehousse. — Si le problème est déjà réglé, j'espère que le ministre me précisera où je puis en trouver trace. Sous bénéfice d'inventaire, je le croirai bien volontiers.

M. Sondag. — Les règles à appliquer ont été précisées par un arrêté royal paru récemment au *Moniteur belge*.

M. Dehousse. — Je veux bien croire que les choses soient dans ce domaine réglées, monsieur Sondag; je n'ignore pas que des arrêtés ont été publiés au *Moniteur*, mais dans les rapports établis tant par la commission de la Chambre que par celle du Sénat, rien n'est mentionné à cet égard. Il me paraît pourtant normal que nous soyons en mesure d'émettre, en l'occurrence, une appréciation. Je n'aperçois pas du reste comment sont répartis les frais de fonctionnement ni comment sont affectés les patrimoines, notamment les installations de captage de la Société nationale de distribution d'eau en Wallonie. Je me demande également comment on peut envisager le partage des dettes de ces institutions, lesquelles s'élèvent, pour la seule Société nationale de distribution d'eau, à 17 milliards.

Si, comme vous le prétendez, des arrêtés royaux réglant le problème ont été pris, j'en serai ravi mais je trouverais normal d'en disposer au moment où, vaille que vaille, nous sommes mis en possession du texte de l'accord.

J'ai tendance à vous croire, monsieur Sondag, mais, lorsque j'ai posé la question à M. Liénard au Conseil régional wallon, il m'a répondu que les arrêtés relatifs à la répartition interrégionale des agents n'étaient pas encore élaborés et que c'était un des points toujours en discussion. Vous constaterez que le problème n'est pas aussi simple qu'on pourrait le penser.

M. Sondag. — La fixation du cadre et certaines mesures d'application doivent encore être précisées.

M. Dehousse. — J'ai sous les yeux le tableau repris à l'annexe 2b de la note du comité de concertation. Il y est mentionné, concernant l'INL: pour la Région flamande: 52,3; pour la Région wallonne: 32,7; pour la Région bruxelloise: 8,7 millions de francs.

A certains égards, il est fait montre d'une précision extrême, puisque, en ce qui concerne la Société nationale terrienne, il est indiqué que les montants mentionnés supposent le transfert des bénéfices de la caisse d'assurance-vie de la SNT.

Ainsi que je l'ai signalé tout à l'heure, nous remarquons à la fois d'énormes zones de brouillard et des précisions éparses. Cette matière mériterait, me semble-t-il, un exposé cohérent et plus complet qui n'obligerait pas les personnes intéressées à chercher les précisions manquantes et qui, d'ailleurs, sont peut-être introuvables dans certains domaines.

Incidentement, puis-je poser une question quelque peu indiscrette au ministre des Finances? J'ai lu avec attention l'annexe B qui, sur trois colonnes, donne des précisions pour la Région flamande, la Région wallonne et la Région bruxelloise sur laquelle je reviendrai ultérieurement. Ma question est la suivante: est-ce délibérément, pour ajouter à la perplexité du lecteur, que les additions ne sont pas correctes? En effet, pour la Région flamande, l'addition: 52,3 millions + 348 + 1 104,9 + 587,8 ne donne pas 2 073,8 millions. Cette erreur n'a pas une très grande importance du point de vue communautaire, d'autant que — serait-ce par un souci de justice distributive? — l'addition de la colonne relative à la Région wallonne est également erronée. On s'est trompé deux fois, ou bien on a repris la même erreur. Je le répète: ce n'est pas très important; on n'est pas passé du million au milliard. Vous avouerez toutefois que, dans une question aussi précise et délicate, ce genre de chose ne devrait pas se produire. D'aucuns, qui n'ont pas, comme moi, une certaine expérience en la matière, ne vérifient pas les calculs et font confiance aux chiffres indiqués. Quelle est la signification de cette erreur? Nous l'ignorons.

Un autre point est beaucoup plus important: comment est-on arrivé aux chiffres de 587,8 millions pour la SNDE en Région flamande et de 422,2 millions pour la SNDE en Région wallonne? Les rapports tant de la Chambre que du Sénat sont muets sur ce point.

Je remarque que, pour la SNT, il y a parité, mais pourquoi 348 millions et non 322 ou 548 ou — pourquoi pas? — 1 348 millions? On ne le dit pas parce qu'on ne le sait pas? Ou parce qu'on ne veut pas ou n'ose pas le dire?

Du reste, pourquoi une parité entre la Flandre et la Wallonie dans ce cas-là seulement et pas pour ce qui concerne l'Onem? On le sait d'autant moins qu'on prétend fixer la quote-part régionale de l'Onem, alors que la quote-part communautaire n'est pas fixée ou, du moins, n'apparaît pas dans l'accord en question.

Sur le plan politique, il n'est pas inhabituel de se mouvoir ainsi dans des tunnels, si je puis m'exprimer ainsi, mais, sur le plan parlementaire, le fait est beaucoup plus rare et mérite d'être souligné.

Puisqu'on reparle de l'Institut national du logement, que deviennent ses agents, parqués cette année au fin fond d'un ministère dit national?

Mais tout ceci, monsieur le ministre, ne constitue que l'avant-goût des surprises que réserve l'annexe B. A l'extérieur du Parlement et ensuite par la voie, semble-t-il, autorisée des ministres — les diverses interprétations ont été parfois contradictoires — on nous a tenu le raisonnement suivant: étant donné que la Flandre bénéficie du partage des premiers parastataux, cet avantage — également appelé « bonus » dans le jargon parlementaire — sera compensé par un autre accordé à la Wallonie au niveau des institutions de seconde catégorie, à savoir les institutions de recherche comprenant le Centre d'études nucléaires de Mol, l'Inix, l'Institut des radioéléments.

Au départ, cette explication en vaut une autre. Malheureusement, elle est trop simple pour être exacte et ne résiste ni à un examen attentif ni à la réalité des faits. En effet, je vous invite, monsieur le ministre, à bien examiner — je pense d'ailleurs que vous l'avez fait — les chiffres de l'annexe qui a été distribuée. La régionalisation des parastataux de la première catégorie porte en réalité sur un total de 3 milliards 802,5 millions. Pour la répartition, on a procédé à peu près de la même manière qu'en 1979 et 1980 et on a obtenu les chiffres suivants: 1 milliard 521 millions pour la Wallonie, 1 milliard 977,3 millions pour la Flandre et 304,2 millions pour Bruxelles, ce qui donne bien un total de 3 milliards 802,5 millions. Or, sur base de l'accord dit de Sainte-Catherine — les chiffres que je vais citer sont approximatifs —, on obtient pour la Wallonie 1 milliard 485,2 millions, pour la Flandre 3 milliards 214,9 millions et pour Bruxelles 224,3 millions, soit un total de 4 milliards 924 millions. Quelle extraordinaire générosité de l'Etat qui devrait régionaliser 3 milliards 802,5 millions et en régionalise 4 milliards 924,5 millions! C'est assez intéressant à noter.

En effet, trois entités ont obtenu moins que ce qu'elles auraient dû recevoir et une entité, la Flandre, bien entendu, perçoit davantage, soit un « bonus » équivalant à 1 milliard 237,6 millions. Suite à cette répartition, la Wallonie a perdu 35,8 millions et Bruxelles 79,9 millions — une compensation a été accordée, j'y reviendrai dans un instant —, et enfin, l'Etat qui a fait preuve d'une générosité supplémentaire d'un milliard 122 millions. Il me semble que ceci méritait d'être signalé.

Cette répartition n'est pas contestée dans son principe puisqu'elle est un des éléments de base du raisonnement qui nous a été tenu et selon lequel le bonus accordé au cours de la première opération serait compensé par un avantage lors de la deuxième.

Abordons maintenant le domaine de la recherche scientifique. En suivant le même calcul et le même raisonnement, voyons comment on compense, en faveur de la Wallonie et de Bruxelles, l'avantage concédé à la Flandre pour la régionalisation des parastataux. La régionalisation des instituts de recherche scientifique porte en réalité sur un total de 2 milliards 839,5 millions, chiffre qu'on retrouve du reste dans l'annexe II. Si l'on applique à ce total la clé de répartition de 1979, on obtient les chiffres suivants: 1 milliard 135,8 millions pour la Wallonie, 1 milliard 476,5 millions pour la Flandre et 227,2 millions pour Bruxelles, soit le total précité de 2 milliards 839,5 millions.

Qu'obtiennent les trois régions sur base de l'accord de la Sainte-Catherine? Bruxelles ne reçoit rien, mais obtient une compensation — comme je l'ai dit, j'y reviendrai dans un instant —, la Wallonie obtient 489,8 millions et la Flandre 1 milliard 660,2 millions. Mais, par un étrange hasard, l'Etat bénéficie dans l'opération d'un montant de 1 550 milliards.

Dans la première partie du tableau, l'Etat régionalise plus qu'il ne devrait, mais, dans la deuxième, subrepticement, il régionalise moins qu'il ne devrait. Il est évident qu'on a voulu de la sorte affecter à la régionalisation des institutions de recherche scientifique des montants moins importants que ceux qui sont censés couvrir les charges de celles-ci, selon l'estimation faite par l'Etat et figurant dans la note du gouvernement, qui a d'ailleurs servi de base à l'élaboration de mes calculs. Reste à savoir qui perd quoi en comparant ce que chacun aurait dû recevoir à ce qu'il reçoit effectivement.

La Wallonie perd 646 millions, la Flandre 416 millions et Bruxelles 227,2 millions. Il est évident qu'on a compensé le surplus versé par l'Etat dans la première opération, soit 1 milliard 122 millions, par une ponction sur les charges réellement transférées dans la deuxième, soit 1 milliard 298,5 millions, mais il est vrai qu'il faut se pencher sur les textes pour s'en rendre compte. Tranquillement et discrètement, l'Etat reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre, mais il ne le reprend pas aux mêmes personnes.

En poussant la logique à son aboutissement normal et en établissant le total des deux opérations pour chacune des parties en cause, on constate que la Wallonie, qui a déjà perdu 35,8 millions dans la régionalisation des parastataux, en perd 646 dans celle des institutions de recherche; elle perd donc au total 681,8 millions. La Flandre, qui a gagné 1 milliard 237,8 millions, voit son bonus limité par une perte de 416,3 millions mais gagne quand même 821,3 millions. Bruxelles perd 307,1 millions, partiellement compensés. Quant à l'Etat, il gagne à peu près 167,5 millions. En d'autres termes, Bruxelles et la Wallonie perdent 988 millions au profit de la Flandre et de l'Etat. Magnifique exemple d'une opération belgo-flamande!

J'en arrive au problème de Bruxelles qui perd donc 307,1 millions mais qui bénéficie d'une dotation spéciale de 150 millions, compensant la moitié de la perte subie. Cette dotation se justifie, entre autres, par le fait que la troisième région est littéralement expropriée des trois institutions de recherche au financement desquelles elle a contribué depuis leur création. Les exemples abondent: le Cen, 2 milliards 349,5 millions, l'Inix 218,6 millions, l'Ire 271,2 millions. Le même type de problème, aggravé parfois par la spécificité des recherches et leur caractère unique, va réapparaître dans la deuxième partie de la répartition. Il est curieux que Bruxelles soit littéralement « expropriée » et le mot n'est pas trop fort puisqu'une compensation est prévue, en fait une prime à l'expropriation.

J'en viens à une seconde remarque au sujet de Bruxelles. Depuis plusieurs années, on affirme qu'elle n'a pas droit, pour des raisons juridiques restées mystérieuses, à des ristournes d'impôts, problème identique à celui que nous avons rencontré dans d'autres domaines, notamment au sujet des droits de succession. Progressivement, on envisage — et je m'en réjouis — d'accorder des ristournes d'impôts à Bruxelles, conformément à la thèse que j'ai personnellement défendue pendant quatre ans, sans succès. A force de parler de donner des ristour-

nes, on a même fini par le promettre, et j'en ai été satisfait. Mais comme il est curieux, au moment même où la discussion est engagée sur l'exécution de la promesse faite à Bruxelles, de constater qu'il est question, dans l'accord de la Sainte-Catherine, non pas de ristournes, mais de dotations. Pourquoi, en plus d'une expropriation de Bruxelles, ne prévoit-on que des dotations, alors que tout le calcul est établi en ristournes? C'est une matière neuve, tout juste défrichée; on savait à peine qu'elle était en discussion lorsqu'on a appris que le gouvernement présentait « sa » solution. Pourquoi prévoir des dotations pour Bruxelles et non des ristournes? Pour moi, c'est un fait inexplicable dans la théorie, mais qui l'est malheureusement dans la pratique. En effet, si on avait eu la moindre intention de donner des ristournes en matière de droits de succession, on n'aurait pas manqué de le faire pour les quelque 150 millions en cause ici. On ne l'a pas fait et cela en dit long sur ce qui nous attend quant à la réalisation de cette fameuse promesse, formulée dans des conditions équivoques, à propos des droits de succession pour Bruxelles. Juridiquement, il n'y a pas de différence, qu'il s'agisse de droits de succession ou d'autres ristournes.

Troisième élément, extrêmement grave: c'est la première fois que, dans une répartition, non pas communautaire mais régionale, Bruxelles n'est prise en considération que sur base d'une compensation. En fait, Bruxelles n'est plus considérée simplement comme une région, mais comme une entité à laquelle on accorde une compensation. Cela aussi en dit long sur la suite des événements si, par extraordinaire, un accord voit le jour!

Cela étant, j'en reviens au problème de la Wallonie. Nous sommes loin, monsieur Sondag, du discours qui consiste à dire que s'il y a un bonus pour la Flandre dans le chapitre I, il est compensé par un bonus pour la Wallonie dans le chapitre II. Avec un peu de patience, pour élaborer les calculs, on s'aperçoit que, pour compenser ce bonus d'un milliard 237 millions prévu dans le chapitre I, l'Etat, généreux, accorde à la Wallonie une perte de près de 700 millions dans le chapitre II. Cette perte est même supérieure à celle encourue par la Flandre, car non seulement celle-ci reçoit davantage, mais, sans doute en guise de compensation, perd moins. Peut-être Mme Delruelle trouvera-t-elle une satisfaction à considérer qu'il s'agit d'un bonus supplémentaire. Tel n'est pas mon cas, car ce bonus, de manière fort dissimulée, il est vrai, dans ce type de raisonnement, n'en est pas moins entièrement flambant.

En d'autres termes, on fait payer à la Wallonie et à Bruxelles aussi, pour les raisons que j'ai décrites, la lenteur à régionaliser, et plus le temps passe, plus les représentants wallons acceptent d'accorder des avantages plantureux à la Flandre. C'est, en quelque sorte, le salaire de la peur pour les Wallons qui paient cher leurs hésitations, leur désunion et la faiblesse de leurs négociateurs!

Vous avez plus souvent que moi, madame Delruelle, l'occasion de rencontrer M. Gol. Je me souviens de ses grandes déclarations à la télévision: « Ah! les Fourons et M. Happart, c'est un mauvais combat, une cause médiocre. » Mais quand on allait « toucher la chair de notre chair, ou sang de notre sang, on allait voir ce qu'on allait voir! » Eh bien, on voit! On voit qu'on prend, qu'on pille, qu'on vole et que M. Gol trouve cela tout naturel et s'apprête à faire un brillant discours expliquant que le prochain combat sera, lui, décisif.

De heer Luyten. — Vóór de Waalse haan kraaide, had Gol messias Happart al verloochend.

M. Dehousse. — Pour en avoir entendu beaucoup depuis 1981, je suis vacciné contre ce type de discours.

De surcroît, le brouillard est toujours aussi dense en ce qui concerne la deuxième catégorie qu'en ce qui concerne la première. On trouve même dans le rapport du Sénat une phrase qui a au moins le mérite du pittoresque. Je n'en fais pas grief au rapporteur, car peut-être a-t-il reflété la pensée du ministre qui s'exprimait.

A la page 31 du rapport, on peut lire: « Quant à l'Ire et au Cen, ils relèveront de la compétence régionale. » Le texte flamand dit à peu près la même chose. Donc, ces institutions relèveront de la compétence régionale. C'est merveilleux! Les Régions n'ont pas de compétence en matière nucléaire, mais le Centre d'étude nucléaire et l'Institut des radioéléments vont relever d'une compétence régionale, laquelle n'existe pas. On voit que, sur le plan juridique, ce n'est pas simple.

La phrase suivante est intéressante aussi: « Le cycle du combustible reste de la compétence nationale. » Voilà qui est extrêmement rassurant. Je voudrais bien qu'on m'explique comment, dans le cadre du Centre de Mol et de l'Ire, on peut retirer le cycle du combustible du fonctionnement

global. Ce sera plutôt pittoresque. Vous avez certainement une explication éclairante à nous fournir et je m'en réjouis d'avance.

On prévoit que certaines activités peuvent éventuellement être sous-traitées, par exemple, par une Région. Voilà qui est fort intéressant, monsieur le ministre; je peux à peine attendre les précisions sur ce point. Enfin, je me réjouis de ce qu'il a été déclaré en commission qu'il fallait aborder le problème de manière pragmatique. Je n'en vois, en effet, pas d'autre, sauf à se suicider, en termes juridiques, ce qui serait regrettable.

Les déclarations des ministres tendent à faire régner la même confusion après l'accord qu'avant l'accord et le malheureux rapporteur est pris par la logique de son développement. Ainsi, à la page 31, est-il indiqué qu'en ce qui concerne le transfert lui-même, les Communautés et les Régions doivent prendre elles-mêmes les initiatives. Voilà une phrase claire et rassurante, mais bien entendu inexplicable. Nous avons affaire à des institutions de recherche appliquée; donc les Communautés n'ont rien à y voir. Elles doivent prendre l'initiative de quoi? On se le demande. Sans doute est-ce un lapsus et a-t-on voulu viser les Régions et, peut-être dans le cas de la Flandre, la Région-Communauté ou la Communauté-Région. De toute façon, cela n'a pas de sens, car, en page 45, on lit le contraire; je le signale à toutes fins utiles.

Ce n'est pas le rapporteur que j'accuse du méli-mélo général qui règne dans ce domaine, mais quand je lis, page 31, que les Communautés et les Régions doivent prendre l'initiative et, page 45, que tout doit être fait par arrêté royal, pourrait-on me dire comment, dans le cadre de la régionalisation et de la communautarisation des lois de 1980, les Communautés et les Régions pourront agir par arrêté royal? Voilà qui est remarquable sur le plan juridique et qui montre combien tout ceci a fait l'objet d'une étude méthodique, continue et prolongée.

On dit, du reste, qu'un groupe de travail étudie actuellement ces problèmes; il est bien temps. Le gouvernement tiendra compte des conclusions de ce groupe. Ce n'est ni particulièrement rassurant ni spécialement inquiétant. C'est le genre de chose qui ne veut rien dire. Dans quelques semaines, une solution interviendra; nous pouvons donc en déduire qu'elle n'est pas intervenue, monsieur Sondag! Vous serez d'accord sur ce point-là.

M. Sondag. — Au niveau des principes, la décision est prise.

M. Dehousse. — Vous m'avez entendu citer certains principes. Venez donc à cette tribune pour exposer les principes qui sont rencontrés.

L'accord contient toutefois un élément rassurant dans la dernière phrase — vous constatez que mon attention n'a pas faibli — puisque la situation, dit-on, va être réglée dans quelques semaines. Mais avant d'en arriver là et puisque nous sommes dans les merveilles juridiques — j'en ai cité quelques-unes, monsieur Sondag, au niveau des principes —, voilà des Régions qui vont gérer des centres relevant de la compétence régionale, et cela dans une matière où la Région n'a pas de compétence! En fait de principes, on est servi! Par ailleurs, les Régions vont devoir prendre l'initiative, mais par arrêté royal! J'ai demandé comment elles allaient pouvoir s'y prendre. Ensuite, en matière de logement social, on va opérer — j'en vois bien la raison —, au-delà de la loi de 1980, en cas de défaut de paiement, une retenue automatique sur les dotations versées aux Régions. Or, le principe de la retenue automatique existe dans la loi de 1980, je ne l'ignore pas. Mais, chose curieuse, dans cette même loi, ce droit existe sur l'ensemble des moyens, donc sur les dotations et sur les ristournes. Ici, curieusement, il n'existe que sur les dotations. Double mystère juridique: d'abord, ce n'est pas prévu dans la loi. Or, on dit qu'on ne modifierait pas la loi. M. Wathélet a basé sur ce point tous ses exposés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil régional wallon, *urbi et orbi*, si vous me permettez cette comparaison audacieuse...

M. Sondag. — Vous n'en êtes tout de même pas jaloux!

M. Dehousse. — Nullement. J'ai dit tout le bien que je pensais de M. Wathélet qui, au regard des méfaits de M. Monfils, apparaîtra un jour comme un bienfaiteur.

Le problème ne se situe pas là. Mais comment, sans modifier la loi de 1980, va-t-on créer ce droit de retenue, exclusivement pour les dotations? Il est évident que l'Etat a voulu se prémunir — comme l'a dit un ministre — contre un défaut de paiement. Que l'Etat se prémunisse contre un défaut de paiement de la Région en opérant une retenue, c'est un principe que je peux comprendre. Mais je ne l'ai accepté, en 1980, que sur les ristournes et les dotations. Ici on menace de le faire sur les dotations

uniquement. Vous savez comme moi que cela revêt une signification importante.

Il y a pire. J'ai dit tout à l'heure que l'Etat et les Régions n'étaient pas seuls concernés mais également les sociétés agréées qui, comme ceux qui connaissent quelque peu ce dossier le savent, ne sont pas en état de payer. Dès lors, si les sociétés agréées font défaut, c'est sur les dotations des Régions que l'Etat opérera une retenue. Trouvez-vous normal que, sur défaut d'un tiers, la Région se trouve condamnée? Moi, je ne l'accepte pas!

Mais le problème n'est pas là. Je répète que le problème est de savoir comment inscrire cela dans la loi sans la modifier. La question est la même en ce qui concerne les Communautés: la loi ne sera pas modifiée mais on ne l'appliquera tout de même pas en raison d'une réduction récurrente d'un milliard. Comment va-t-on appliquer la loi? Peut-être ne l'appliquera-t-on pas et, si tel est le cas, quelle est la nuance entre le fait de ne pas modifier la loi et celui de ne pas l'appliquer?

Si vous trouvez que tout cela est clair sur le plan des principes, monsieur le ministre, vous avez de la chance. Je pense que vous devriez réfléchir à l'ensemble des problèmes. Je vois que vous bénéficiez de la compagnie de M. Cerexhe qui connaît cette matière également. S'il peut apporter des réponses à mes questions, je les entendrai avec un intérêt qui ne sera pas moindre que celui que j'ai promis tout à l'heure.

De surcroît, le domaine qui nous occupe ne concerne pas le partage d'une institution dont les services et les activités viseraient l'ensemble du royaume. La régionalisation de la SNL pose des problèmes dont on discute depuis cinq ans, mais les activités du logement s'exercent en Flandre comme en Wallonie; ce n'est pas simple, mais c'est concevable. Mais que va-t-on faire en ce qui concerne les chercheurs dans les différents centres? Le problème est posé pour les chercheurs flamands de l'Inix comme pour les chercheurs francophones du Centre d'étude nucléaire de Mol. Les chercheurs bruxellois devront-ils faire demain une option de patrie puisqu'il n'y a plus de centre à Bruxelles? En effet, la répartition s'est faite en excluant Bruxelles.

Que deviennent les contrats de recherche des centres? Que deviennent les participations des centres régionalisés dans diverses sociétés ou entreprises — je pense à Belgo Process en ce qui concerne le centre de Mol? Qui supportera les dettes des centres? M. le ministre des Finances qui a dans un gouvernement précédent occupé les fonctions de ministre des Affaires économiques, n'ignore pas que le Centre d'étude nucléaire a des dettes importantes. Pas un mot de tout cela ne figure dans l'accord ni dans les arrêtés évoqués tout à l'heure.

Du reste, on assiste à un ballet de déclarations ministérielles extraordinaires. Vous avez fait, monsieur le ministre, en commission sur la sécurité nucléaire, créée par le Sénat, des déclarations dont j'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt. Cette commission a consacré une réunion à l'examen de ce problème. Elle avait d'autant plus de raisons de le faire que, lors d'une visite effectuée il y a deux mois et demi au Centre de Mol et à l'Ire, on a expliqué aux membres de la commission le caractère inexpugnablement national des deux centres en question. Les choses sont donc changeantes. Comme je n'ai pas l'esprit chagrin, je pense qu'on peut régionaliser beaucoup de choses, mais il faut savoir comment on le fait et veiller à la clarté.

En fait de clarté, nous en trouvons seulement dans la dernière phrase de cet accord, monsieur Sondag. Sans doute n'avait-on pas réservé le plus difficile pour la fin dans cette nuit pénible qui me paraît ressembler davantage, comme je l'ai dit ailleurs, au massacre de la Saint-Barthélemy qu'au supplice de Sainte-Catherine. Il y a donc une clarté rafraîchissante dans la dernière phrase de l'accord: «Les divers éléments de l'accord doivent être exécutés simultanément.»

Cela est extrêmement rassurant parce que c'est compréhensible. Comme ce n'est pas souvent le cas dans cet accord, autant se féliciter de cette clarté. L'ennui, évidemment, c'est que cette clarté est aussitôt contredite par l'accord lui-même: tout doit être exécuté simultanément, mais certaines parties de l'accord doivent l'être pour le 1^{er} janvier 1987. Il est temps! Si je comprends bien, monsieur le ministre, vous avez enrichi non seulement la langue française mais également la philosophie d'une notion nouvelle: nous savons maintenant que certaines choses sont plus simultanées que d'autres. Ce serait remarquable si cela ne produisait pas chez vos collègues le souci de faire des déclarations diamétralement opposées aux vôtres mais également opposées entre elles. Si, comme moi, vous êtes un lecteur attentif du *Compte rendu analytique* de la Chambre, vous avez dû prendre connaissance de l'interpellation qui a été développée le 11 décembre au sujet du problème dont nous discutons aujourd'hui. Cette interpellation a eu le mérite de nous faire

prendre connaissance de deux aspects de la question. En premier lieu, le secrétaire d'Etat, M. Aerts, a déclaré au cours de la séance académique au Centre de Mol que la décision du gouvernement entrerait en vigueur le 1^{er} janvier. Cette clarté est de nouveau rassurante. Toutefois, le ministre Maystadt a, quant à lui, précisé dans une lettre adressée au centre que c'était délibérément qu'une date n'avait pas été mentionnée et qu'il fallait comprendre que la régionalisation se ferait à partir du 1^{er} janvier, c'est-à-dire qu'il était interdit de régionaliser le 31 décembre. Cette interprétation philologique extrêmement intéressante, et même à certains égards ontologique, a le défaut d'être exactement contraire aux déclarations de M. Aerts quant à l'entrée en vigueur de la régionalisation.

Puis-je vous demander, monsieur le ministre, lequel de vos deux collègues a raison, ou est-ce de vous qu'il faut attendre la lumière de l'Esprit saint? Ces questions, je vous les ai posées en termes calmes, parfois moqueurs, mais elles portent une lumière très lourde, quoique très crue, sur la manière non pas dont on régionalise ce royaume, mais dont on le dépèce. Ce n'est d'ailleurs pas moi mais notre éminent collègue, M. Desmarests, qui dans *Le Courrier de la Bourse*, s'est prononcé en termes brutaux sur l'accord dit de Sainte-Catherine — si vous en doutez, relisez ce journal —, en termes tellement brutaux que moi-même, malgré ma liberté de langage bien connue, j'ai quelque peine à les répéter à cette tribune.

Monsieur le ministre, pour les raisons exposées tout à l'heure par M. de Wasseige, votre budget, celui du gouvernement, appauvrit les pauvres pour privilégier les bien nantis. Pour les raisons que je viens de développer, il est, une fois de plus, insolemment avantageux pour la Flandre et je mets au défi qui ce soit de la majorité de venir apporter ici la démonstration que j'ai dit la chose qui n'était pas. Dès lors, cet accord est inacceptable, tant pour les socialistes wallons que pour les socialistes bruxellois. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Smeyster.

De heer De Smeyster. — Mijnheer de Voorzitter, er heerst een duidelijk wantrouwen over de bekwaamheid van de regeringsmeerderheid om alle vraagstukken waarvoor zij is geplaatst, op te lossen, hoewel bij de samenstelling van de regering die politieke wil tot doorzetten bestond.

Op het gebied van het pensioensparen kwam de regering tot een akkoord. De beurs is ermee opgezet, doch er heerst een zeker voorbehoud, want men vreest een massale verkoop van aandelen die thans bij de beleggingsfondsen berusten. Inzake het luik «arbeidsdividend», waarmee de regering de uittocht van goede managers wou tegengaan, werd gas teruggenomen omdat men een strikte gelijkheid wou bewaren.

De balans van de lopende betalingen vertoonde in juli en augustus een overschot van 39 miljard, dank zij een positief saldo op goederen van 42 miljard. Het jongste tekort, op grond van de privé-kapitaalbewegingen, overschreed echter 63 miljard. Eind augustus werd er een gecumuleerd tekort vastgesteld van 113 miljard, dat eind september opklom tot 202 miljard. De uitleg hiervoor is niet alleen te vinden bij de lagere rentevoeten. De stijging van *Wallstreet*, met daarbij de logische winstnemingen, ontging niet aan de aandacht van andere beurzen, die zich dan ook hebben verstevigd. In België kon men duidelijk merken dat er vragen rezen over de ontwikkeling van de rentevoeten en het pensioensparen. De antwoorden op die vragen zijn er nu. En heerst een strekking tot stijging van de renten zonder dat de nieuwe staatslening hieraan evenwel kracht zal bijzetten.

Er werd een spitsvondige formule bedacht om die staatslening onder de marktrentevoeten uit te schrijven tegen 7,75 pct., hoewel de rentevoeten op de bijkomende markt 8 pct. bedragen. De termijn werd echter bepaald op tien jaar, met een feitelijke beperking van zes jaar, aangezien de drager op ieder ogenblik de terugbetaling kan vorderen en de Schatkist op hetzelfde ogenblik tot terugbetaling kan overgaan. De rente bedraagt dus wel degelijk 7,75 pct. over zes jaar.

Iedereen is bijgevolg tevreden, niets dan lachende gezichten, de schijn is gered, er zal wel een kleine uitgiftepremie aan verbonden zijn, maar die zal, zoals de minister van Financiën bepaalde, niet leiden tot een verhoging van de rentevoeten van de kasbons en slechts de renteschulden op lange termijn voor belegging en huisvesting treffen. Dit systeem kan nochtans niet langer worden verborgen zonder kapitaalvlucht aan te moedigen.

Voor 1986 zal de regering geconfronteerd worden met een trieste balans. De uitgaven bedragen 1 901,6 miljard tegenover 1 736,5 miljard in 1985 of 165,4 miljard uitgaven meer. De ontvangsten bedragen 1 433,1

miljard tegenover 1 386,2 miljard in 1985 of slechts 46,9 miljard ontvangsten meer. De put wordt dus 118,5 miljard dieper.

Voor 1986 kennen wij geen nauwkeurige cijfers. De regering verzweeg alles en werkte het hele jaar met voorlopige kredieten. Een unicum in 's lands bestaan! Wij weten wel dat 428,6 miljard werden besteed om de interesten van de rijksschuld af te betalen en dat er 138 miljard dotaties waren aan de Gemeenschappen en de Gewesten. Voor de rest werd alles onttrokken aan de parlementaire controle.

Dit jaar is voor de meerderheid alvast geen hoogvlieger geworden. De vooruitzichten voor 1987 zijn niet beter. Martens VI heeft blijkbaar zijn weg in die eindeloze tunnel verloren; het einde ligt steeds maar verderop. Het jaaroverzicht van de regering sluit met een negatieve balans in alle domeinen. De eerste maanden van het jaar werden geofferd aan een moeizaam tot stand gekomen onrechtvaardig spaarplan, dat in hoofdzaak het sociale-zekerheidsstelsel en de onderwijssector ondermijnt.

Zoals gewoonlijk met deze meerderheid, is de financiële wereld buiten schot gebleven. Aan het uitwerken van dit plan ging heel wat kostbare tijd verloren. De bedoeling van deze touwtrekkerij was, het spelletje juist lang genoeg te laten duren om het plan vóór de vakantie te kunnen uitvoeren. Dit is het middel bij uitstek om protestacties te neutraliseren.

Na enkele vinnige en massale reacties kwam de Happart-story op het juiste moment de bakens verzetten. De communautaire twistappels zorgde voor de nodige afleiding. Inmiddels verschenen de planbesluiten en werd de werklozen, de zieken en de sociaal verzekerden de das omgedaan.

Ik overloop vlug en schematisch de bereikte resultaten van dit regeringsbeleid.

Ten eerste, in het Nederlandstalig onderwijs gingen 4 000 banen verloren. Het rijksonderwijs was de grootste verliezer. Waar is op dit stuk « der vaderen fierheid » van de PVV gevaren?

Ten tweede, de tewerkstelling blijft in het slop steken en minister Hansenne geeft zelfs een aangroei van 12 000, meestal jongere, werklozen toe. De toenemende werkloosheid zet bepaalde planbesparingen trouwens ernstig op de helling.

Ten derde, het schatkisttekort blijft stijgen, evenals de fiscale druk en de parafiscale druk. Het stabiliseren van de belastingdruk is lalie! Onze monetaire politiek blijft bankvriendelijk en de kapitaaluitvoer gaat inmiddels maar ongestoord verder. De opeenvolgende financiële schandalen zijn de thermometer van dit geklungel.

Ten vierde, een gelijkaardig geknoei inzake de begrotingen is onverantwoord. Zelfs voor 1986 zijn de begrotingen nog niet allemaal klaar, laat staan voor 1987! Quid met de begrotingsorthodoxie van de heer Verhofstadt? Ernstige ontsporingen worden reeds vastgesteld omdat sommige voorgenoemde maatregelen van het spaarplan wegens gebrek aan realiteitszin niet kunnen worden uitgevoerd.

Ten vijfde, wat de ziekteverzekering betreft, beperken wij ons tot slechts twee algemene vaststellingen. Ondanks de zware aderlatingen komen wij tot de paradoxale situatie dat hetzelfde spaarplan oorzaak is van nog grotere tekorten in de sector van de geneeskundige verzorging. De aangekondigde besparingsmaatregelen, voornamelijk ten opzichte van de geneesheren en de laboratoria, blijven achterwege. Toch wordt de rijkstegemoetkoming forfaitair verminderd, zodat een totaal onevenwichtige toestand ontstaat. Het wordt steeds duidelijker dat men het gezondheidsbeleid totaal negeert en slechts oog heeft voor een begrotingsbeleid. Met een vermoedelijk tekort van 14,4 miljard in 1987 scoort het Riziv een nieuw record! Om het stelsel in stand te kunnen houden, werden door het Riziv miljardenleningen met zware interestlasten, zelfs 12 tot 14 pct. afgesloten. Ondanks herhaald aandringen zowel in de algemene raad als in het beheerscomité, ten einde met de financiële instellingen over een nieuwe interestvoet te onderhandelen — wat nu trouwens de regel is —, komt er geen enkele verandering.

Dit is het zoveelste bewijs dat onze regeerders meer ontzag hebben voor de financier dan voor de brave « onderdaan ». Vandaar dat deze regering niet het minste begrip opbrengt om het belastingstelsel te herzien en ook niet tracht de belastingdraagkracht van de gezinnen, qua nominaal inkomen en samenstelling, rechtvaardig te evalueren. Nochtans bepalen beide elementen, nominaal inkomen en gezinssamenstelling, samen op fundamentele wijze de echte belastingdraagkracht van het gezin dus niet alleen het nominaal inkomen zoals het uitgangspunt van de belastingaanslag thans is. Het gezin is de belastingeenheid en de fiscale wetgever behoort niet tegen de principes van het Burgerlijk Wetboek in te gaan, dat aan het huwelijk tal van plichten oplegt en rechten voorbehoudt. De belasting dient uit te gaan van het draagkrachtprincipe en de familiale progressiviteit moet worden ingevoerd. Gelijkgerechtigdheid en

een gevoel van billijkheid tussen alle burgers is toch niet te veel gevraagd, ongeacht of men beslist al dan niet gezinslast op te nemen.

Is het niet de hoogste tijd dat de regering of de overheid haar waardering uitdrukt in financiële termen, nu de demografische evolutie zo zorgwekkend is? Deze regering heeft daar geen oren naar. Wat Martens VI viseert is: privatisering, kapitaal, effectenmarkten.

Vermits de ministers graag verwijzen naar het Frankrijk van Mitterrand, wil ik daar even op ingaan. Men weet toch, dat Frankrijk, qua omvang van de genationaliseerde sector op Europees vlak een vooraanstaande plaats bekleedt aangezien die sector goed is voor 16 pct. van de totale werkgelegenheid, 28 pct. van de toegevoegde waarde en 36 pct. van de investeringen. Wat verstaat men in Frankrijk onder « privatisering »? De privatisering of denationalisering bestaat in de overdracht aan de particuliere sector van de belangen die de Staat bezit in ondernemingen die voorheen « genationaliseerd » werden of altijd door de Staat gecontroleerd werden. In feite impliceert die verrichting de overgang van een openbaar naar een particulier beheer. De « privatiseringen » behoorden ook tot het programma van rechts tijdens de verkiezingen van maart 1986 en de Franse regering stelt thans alles in het werk om die verrichtingen tot een goed einde te brengen.

Tal van Franse financiële waarnemers menen dat de « privatiseringen » een bron van dynamisme voor de beurs zullen zijn, te meer daar de regering aantrekkelijke voorwaarden aan die verrichtingen wenst te koppelen en dienaangaande zoveel mogelijk informatie tracht te verstrekken. Er is echter een zwart punt: De vrees van sommigen dat het tegen aantrekkelijke voorwaarden aangekocht papier naar de markt zal terugvloeien na de realisatie van meerwaarden, voortvloeiend uit de manier waarop de regering de verrichtingen zal hebben uitgevoerd. Een en ander zou in de hand kunnen worden gewerkt door het feit dat de vermelde herstructurerings- en mobilisatie zullen vereisen van aanzienlijke kapitalen die op de kapitaalmarkt slechts gevonden zullen kunnen worden mits een aangepast beleid inzake vergoeding van het risicodragend kapitaal wordt gevoerd.

De Belgische ervaring stemt volkomen overeen met de Franse aangezien de reële tarieven op korte en lange termijn gemiddeld 5,63 pct. en 5,45 pct. beliepen. Sedert begin 1986 is de geldhuur sterker gestegen, ondanks het feit dat de inflatie vrijwel nihil was. In België lagen de reële rentetarieven eveneens hoog, ondanks een forse prijsdaling. De jongste jaren worden voor het internationaal verschijnsel van de hoge reële rentetarieven verschillende verklaringen naar voren geschoven. De oriëntatie van het begrotings- en muntbeleid van de verschillende landen heeft een fundamentele invloed uitgeoefend op de reële rentetarieven.

De noodzaak om de aanzienlijke overheidstekorten te financieren en het minder inschikkelijk monetair beleid, dat gericht blijft op een vertraping van de prijsstijging, hebben de stijging van de reële tarieven in de hand gewerkt. Meer in het bijzonder het begrotingstekort van de Verenigde Staten wordt meestal aangehaald als haussefactor van de reële rentetarieven.

De anticipaties inzake inflatie hebben de markttarieven, en vooral de rentetarieven op lange termijn, eerder doen stijgen dan dalen. De schommelingen van de wisselkoersen hebben geleid tot wijzigingen van het monetair beleid en *ipso facto* tot wijzigingen van de rentetarieven. Het ziet ernaar uit dat de spanningen op de wisselmarkten ten grondslag lagen aan de internationale verbreiding van de gespannen situatie op het vlak van de reële rentetarieven.

Het verloop van de economische activiteit dat de kredietvraag wil wijzigen en meer specifieke nationale factoren zoals de fiscaliteit, de werkelijke rentabiliteit van de investeringen, de kenmerken van de kapitaalmarkt, hebben op het ene of het andere tijdstip een belangrijke rol gespeeld in de stijging van de reële tarieven.

België is een zeer open economie en het is dus niet verwonderlijk dat de reële tarieven hier vooral worden beïnvloed door de internationale situatie en door de gedwongenheden van de wisselkoers, die voortvloeien uit de deelneming aan het Europees monetair stelsel. Vooral ten opzichte van Duitsland zijn de verschillen inzake reële rentetarieven min of meer aanzienlijk. De begrotingstekorten en de meer specifiek nationale factoren, belastingstelsel, sociale en politieke moeilijkheden, hebben het verloop van de Belgische reële rentetarieven echter gedeeltelijk bepaald. Op een moment waarop de inflatievoet laag blijft, zou een daling van het reële agio van de rentetarieven de economische opleving in de hand kunnen werken door de productieve investeringen, en bijgevolg de werkgelegenheid, aan te wakkeren. De groei van de economische activiteit in België, gemeten aan de hand van het bruto nationaal produkt, blijft voor 1986 beperkt tot 1,2 pct. en voor 1987 tot 1,4 pct. Dit is

nochtans beduidend lager dan de verwachte groei in de Europese Gemeenschap, waar de cijfers respectievelijk 2,7 pct. in 1986 en 2,8 pct. in 1987 aangeven. Het teruglopen van de overheidsconsumptie, met 1,7 pct. in 1986 en 2,7 pct. in volume in 1987 van hoofdzakelijk de lonen, trekt het BNP sterk naar beneden. Inmiddels zien wij, dat de ondernemingswinsten in 1985 netto tot 10,4 à 12,5 pct. opliepen, met uitschieters tot 32,1 pct. voor de verzekeringen, 20,7 pct. voor energie, 20,4 pct. voor de chemie en 13,6 pct. voor de spaarbanken.

Vandaar dat de SP ernstig vragen stelt nopens de gevolgderegeringspolitiek. Blijft de regering in de toekomst ook verder grotere voordelen toekennen aan de hogere inkomens dan aan de lagere inkomens? Is het moment niet gekomen om de zaken om te keren en te komen tot een belastingvermindering, onafhankelijk van het inkomensniveau, in plaats van een aftrek op het belastbaar inkomen?

De SP heeft een alternatief plan voor de hervorming van de fiscaliteit, straks meer daarover.

Enkele woorden over de Amerikaanse belastinghervorming, waar men zo hoog mee oploopt. Na raadpleging van een van de recentste studies over dit onderwerp, *tax reform act of 1986*, een analyse van zowat 200 bladzijden, voor liefhebbers te verkrijgen bij Coopers & Lybrand, Brussel, komt goed tot uiting welke krachtlijnen en ideeën daarover in de industrielanden moeten worden ontwikkeld. De personen- en vennootschapsbelasting worden grondig gewijzigd. De politieke achtergrond is tweërlei: men wil de totale belastingheffing niet verzwaken, maar het huidige begrotingstekort ook niet vergroten; in 5 jaar tijd moet de fiscale druk op de particulieren met 120 miljard dollar worden verlicht en moet die op de ondernemingen als gevolg daarvan worden verhoogd. De twee kernideeën, die aan deze fiscale revolutie ten grondslag lagen, waren: veeleer de ondernemer stimuleren dan de ondernemingen en een juistere beeld krijgen van het resultaat van de onderneming.

Ongeveer 6 miljoen gezinnen en enkelingen zullen niet meer belastbaar zijn en velen zullen effectief minder belastingen betalen. Na de overgangperiode, tot eind 1987 als alle bijzondere vrijstellingssystemen zijn weggevoerd, zullen 80 pct. van de Amerikaanse gezinnen niet meer dan 15 pct. belasting betalen en in elk geval zal niemand nog meer dan 28 pct. inkomstenbelastingen betalen.

De heer Basecq, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

De heer Van Ooteghem. — Bent u voorstander van de politiek van Reagan?

De heer De Smeyter. — Ik zal bewijzen dat de belastinghervorming die nu in Amerika wordt uitgevoerd, in België niet op dezelfde manier zal gebeuren. Hier zal men geen fiscale uitgaven afschaffen. Daar heb ik het nog over.

De heer Van Ooteghem. — Is de politiek die in Amerika wordt gevoerd, goed of slecht?

De heer De Smeyter. — Tot nu toe is hierover niets bewezen. De belastinghervorming waarmee men aldaar schermt, komt erop neer dat in Amerika datgene wat aan de laagste inkomens als belastingaftrek wordt gegeven, wordt gecompenseerd door een hogere belasting van de ondernemingen. Dat is het principe dat ik wil toelichten.

De heer Van Ooteghem. — In Amerika bestaat er dus eigenlijk een socialistisch systeem?

De heer De Smeyter. — Neen, dat zeg ik niet.

In Amerika zullen een aantal traditionele aftrekmogelijkheden en vrijstellingen voor hoge inkomens worden opgeheven. Dat verzwijgt men hier. Hierdoor zullen talrijke particulieren met een hogere fiscale last moeten afrekenen. Zoals gezegd zullen ook de Amerikaanse ondernemingen een veel zwaardere last te dragen krijgen, 120 miljard dollar over de komende 5 jaar, gelijk aan het bedrag van de besparingen bij de particulieren. Er zullen dus winnaars en verliezers zijn. Niettegenstaande de hervorming voorziet in een verlaging van het marginale tarief van 46 tot 34 pct. maar met:

1. Verhoging van de grondslag van de minimumaanslag. Hoewel de minimumaanslag altijd heeft bestaan, zijn vele bedrijven erin geslaagd de gevolgen ervan te beperken dank zij talrijke fiscale voordelen. In België heeft men dat ook geleerd. De hervorming verruimt de grondslag maar beperkt het tarief tot 20 pct. in plaats van 34 pct. voor de

vennootschapsbelastingen. Concreet betekent dit dat wanneer een onderneming overdraagbare vroegere verliezen heeft, zij kunnen worden afgetrokken van de grondslag van de vennootschapsbelasting. Voor de berekening van de minimumaanslag is het gebruik van overdraagbare verliezen beperkt tot 90 pct. van de resultaten van het lopende boekjaar. Gelijkaardige regels zullen worden toegepast op de afschrijvingen. Kortom, er zullen twee fiscale rekeningen worden opgesteld: de ene voor de berekening van de vennootschapsbelasting, de andere voor het berekenen van de minimumaanslag.

2. Begrenzing van de buitenlandse belastingkredieten. In de Verenigde Staten wordt voor de belasting op de ondernemingen de regeling van de winst op wereldschaal gehanteerd. Er wordt dus belast voor de totale, al dan niet Amerikaanse, inkomsten van het jaar. De Amerikaanse administratie overweegt het tarief van de retributies te berekenen volgens de winsten die de vennootschap haalt uit de exploitatie van de overgedragen technologie. Men kan zich afvragen of deze opvatting verenigbaar is met alle dubbelbelastingverdragen.

3. Wijziging van de aanslagbeginselen voor sommige economische sectoren. Voor onroerende goederen wordt de duur van de afschrijving opgetrokken van 18 jaar tot 30 jaar en 18 maanden. Bovendien zal de afschrijving verplicht lineair zijn, in tegenstelling met het huidige stelsel.

Voor de industriële sector zijn de beginselen van voorraadwaardering gewijzigd. De lonen van de kopers, de opslagkosten enzovoort worden voortaan opgenomen in de waarde van de voorraden.

Wat de uitrustingsgoederen betreft, wordt de uitgestelde aanslag van de winsten met betrekking tot lange-termijncontracten opgeheven. De winsten van die contracten zullen worden belast naarmate ze worden gerealiseerd, en niet meer op de datum van hun beëindiging.

In de distributie kon tot nu toe de belasting op de winsten uit verkopen op krediet of op afbetaling worden uitgesteld. De hervorming heft dit voordeel op.

Wat de banken en financiële activiteiten betreft, moet worden onderstreept dat in feite de banken bijna geen federale belasting betaalden door de praktijk van talrijke provisies. De belastinghervorming wijzigt grondig de toestand van de banken. Voortaan zullen de niet-invoerbare leningen slechts van de resultaten kunnen worden afgetrokken wanneer het verlies definitief is geworden. Bovendien zal geen aftrek worden toegestaan voor de kosten in verband met financiering van de uitgaven van obligaties waarvan de inkomsten vrijgesteld zijn.

Het is dus niet alles «koek en ei» met het Amerikaans systeem. Men moet het goed kennen om te weten wat het precies inhoudt.

Wij onthouden dat het hen erom gaat een beter inzicht te krijgen in het resultaat van de onderneming. Daarvoor hebben zij een verlaging van de vennootschapsrechten over. Ieder bedrijf zal de verhoogde minimumaanslag betalen. Banken en financiële instellingen zullen nu ook belastingen gaan betalen door het afschaffen van de praktijk van de «provisies». Dit laat toe voor 80 pct. van de Amerikaanse burgers de belastingdruk tot 15 pct. te beperken.

Waarop wacht de regering-Martens VI dan om de belastingen in ons land te verminderen? Er is toch een rechtvaardigheidsnotie. Het is immers, zowel sociaal als moreel, niet langer houdbaar dat een beperkte categorie vermogenden en hoge-inkomsttrekkers, onder het mom dat hun creativiteit en inzet onmisbaar zijn voor het overwinnen van de crisis, zich steeds meer verrijken terwijl het gros van de gezinnen hun koopkracht verder ziet afzakken.

Daarom stelt de SP voor op korte termijn een algemene belastingverlaging in te voeren. Vooral met het oog op het ondersteunen van de koopkracht van inkomens uit arbeid en sociale uitkeringen. Deze belastingverlaging moet gebeuren in een algemeen kader waarin: ten eerste, de sociale voorzieningen absoluut gevrijwaard moeten blijven van verdere inleveringsoperaties; ten tweede, de belastingverlaging zodanig moet worden gespreid dat vooral de lage en middeninkomens er het meeste voordeel uit halen; ten derde, de belastingverlaging moet samengaan met de sanering van een aantal onverantwoorde fiscale uitgaven.

Sinds 1981 houden de huidige regeringspartijen en in het bijzonder de liberalen, de bevolking voor dat er belastingverminderingen moeten komen. Deze beloften moeten echter steeds wijken voor nieuwe besparingsronden. Waarbij, paradoxaal genoeg, steeds werd gegrepen naar belastingverhogingen en nieuwe lasten.

Het is dan ook niet verwonderlijk dat België volgens een recente OESO-publikatie de twijfelachtige eer geniet om in de periode 1983-1984 in de rangschikking van landen volgens fiscale en parafiscale druk opgeklommen te zijn van de vijfde naar de derde plaats.

Ook nu weer bevestigt deze centrum-rechtse regering het door professor De Grauwe ontdekte mechanisme dat de belastingdruk in België steeds toeneemt onder een centrum-rechtse coalitie. Dit was zo in het verleden. Dit is zo vandaag en ondanks alle mooie beloften zal het ook morgen wel zo zijn.

Ook nu weer hoort men leden van de regeringsmeerderheid zeggen dat eenmaal dat het sint-Annaplan is uitgevoerd, er ruimte ontstaat voor belastingverminderingen. Hierbij wordt ingespeeld op de grote Amerikaanse belastinghervorming. Waarbij de tarieven drastisch worden verlaagd en tegelijk ook een einde wordt gemaakt aan fiscale aftrekken en belastingverminderingen voor beperkte groepen belastingplichtigen en waarbij ook de vennootschappen niet worden ontzien. Het Amerikaanse voorbeeld klinkt weinig geloofwaardig als voorbeeld voor de CVP-PVV-regering, die sinds 1982 een voorheen nooit gezien aantal fiscale privileges heeft ingevoerd of uitgebreid.

In afwachting van een meer globale fiscale hervorming vinden de Vlaamse socialistische koopkrachtinjectie dringend nodig is, zowel om de binnenlandse vraag naar goederen en diensten blijvend te ondersteunen als om de verarming van brede lagen van de bevolking stop te zetten en de fiscale rechtvaardigheid te herstellen. Daarom pleit de SP voor een onmiddellijk programma van belastingverminderingen, dat niet in de plaats komt van de wet-Grootjans, maar integendeel de impact ervan rechtvaardiger wil verdelen. De wet-Grootjans dient dus niet te worden terugschroefd. Ze moet wel verder worden uitgebouwd tot wat ze niet eens was, namelijk een wet die de belastingdruk effectief vermindert voor de brede lagen van de bevolking.

De heer Van In. — Wat zegt u over de roerende voorheffing?

De heer De Smeyter. — Ik zal het er dadelijk over hebben.

Daarom pleit de SP voor: ten eerste, een echte indexatie in de personenbelasting; ten tweede, een onmiddellijke verhoging van het belastbaar minimum tot 130 000 frank, gevolgd door een jaarlijkse stijging tot 150 000 frank in 1990; ten derde, een verhoging van de decumulatiegrens tot 1 500 000 frank netto-belastbaar bedrijfsinkomsten; ten vierde, een onmiddellijke verzachting van de belasting op vervangingsinkomens. De SP pleit voor een echte indexatie in het stelsel van de personenbelasting. Ondanks alle beloften van regeringszijde beschermt de wet-Grootjans de belastingplichtigen slechts in beperkte mate tegen de inflatie. Een indexatie van de belastingschalen en enkele grensbedragen is hiervoor immers onvoldoende. Vele aftrekken en verminderingen zijn in het belastingwetboek gebonden aan absolute bedragen die soms vele jaren onveranderd bleven en, omwille van de jaarlijkse uitholling door de inflatie, zorgen voor sluipende belastingverhogingen.

Daarom wil de SP de jaarlijkse indexering van de wet van 1 augustus 1985 uitbreiden tot alle inkomensgrenzen in de personenbelasting, onder meer voor de opbouw van de forfaitaire bedrijfslasten, de grenzen van de belastingvermindering voor vervangingsinkomens, het toegelaten inkomen van personen ten laste, de opbouw en de absolute grens voor de aftrekbaarheid van premies voor levensverzekeringen enzovoort. Op deze wijze zal er pas echt een einde kunnen worden gemaakt aan de jaarlijkse sluipende belastingverhoging.

De SP wenst een onmiddellijke verhoging van het belastbaar minimum van de huidige 100 000 naar 130 000 frank, gevolgd door vier jaarlijkse verhogingen met 5 000 frank, zodat in 1990 het belastbaar minimum 150 000 frank zal bedragen. Langsheen het uitdeinende effect van deze verhoging zullen alle lage en middelgrote inkomens een serieuze koopkrachtimpuls ontvangen vanuit deze reële verhoging van het belastbare minimum.

Om een stap verder te kunnen doen naar een echte gelijkheid tussen man en vrouw en de EG-aanbevelingen ter zake, wenst de SP de onmiddellijke verhoging van het grensinkomen voor decumulatie van 750 000 tot 1 500 000 frank. Martens V heeft immers niet alleen op het vlak van de jaarlijkse indexatie van de belastingschalen, maar ook op het vlak van de uitbreiding van de decumulatie, de bestaande tradities met voeten getreden. De eenmalige verhoging waartoe de regering in 1982 besliste van 680 000 naar 750 000 frank is ondertussen door de inflatie volledig uitgehold tot een niveau dat onder dit van 1981 ligt. Vandaar ook het SP-voorstel om de decumulatie sterk te verruimen.

Het scherpste fiscale onrecht van de jongste jaren werd ervaren door de gezinnen met vervangingsinkomens. Langs opeenvolgende belasting-

verhogingen is de belastingdruk op deze inkomens soms meer dan verdubbeld. Werklozen, gepensioneerden, bruggepensioneerden, zieken en invaliden moesten steeds meer belastingen betalen zodra hun sociale vergoeding gecumuleerd werd met een ander inkomen in hun gezin. Hierbij wordt voorbijgegaan aan het feit dat velen onder hen meestal een aantal niet-onbelangrijke extra-kosten moeten dragen, zoals medische verzorging enzovoort. De SP wil daarom de belastingdruk voor de gezinnen met vervangingsinkomen verminderen door: het herstel van het volledige bedrag van de maximale werkloosheids- of brugpensioen-uitkering als referentiebedrag voor de belastingvermindering, dus schrap- ping van de vermindering van 10 000 frank; een uitbreiding van het gebruik van het maximale bedrag van het conventionele brugpensioen in de plaats van de maximale werkloosheidsuitkering als referentiebedrag voor de belastingvermindering; de vermindering van het belastingkrediet in functie van het netto belastbare gezinsinkomen slechts te starten vanaf 1 000 000 frank in plaats van de huidige 600 000 frank.

Enkele woorden nu over de sanering van de fiscale uitgaven. Om *au sérieux* genomen te worden moet een partij, die belastingverminderingen belooft, aanduiden waar de middelen worden gehaald om de budgettaire min-ontvangsten te compenseren. Dat doet men ook in het nieuwe Amerikaanse systeem, wat men hier verzwijgt. De SP stelt daarom zeer duidelijk dat een sanering van de fiscale uitgaven moet samengaan met haar fiscaal prioriteitenprogramma.

De sanering van de fiscale uitgaven, gekoppeld aan de belastingverla- ging, biedt een uitgelezen kans om de averechtse herverdeling van de jongste jaren te neutraliseren. Bovendien mag men niet vergeten dat vele recent ingevoerde fiscale uitgaven door de bevolking zeer duur werden betaald. De SP verzet zich tegen een verdere, blinde inlevering ten koste van gemeenschapsvoorzieningen en sociale uitkeringen. Compensaties moeten volgens ons dan, in het verlengde van het Amerikaans voorbeeld, worden gevonden in een aantal fiscale meerontvangsten. Meerontvang- sten, die moeten kaderen in de optiek van een vereenvoudiging, het efficiënter en rechtvaardiger maken van de fiscale wetgeving. Hiertoe dient een einde gemaakt te worden aan een aantal fiscale privileges — aftrekken en verminderingen — die achterhaald, oncontroleerbaar en inefficiënt, geworden zijn en bovendien bepaalde groepen in de samenleving ongehoord begunstigen.

De SP stelt daarom volgende maatregelen voor. Er moet dringend ingegrepen worden in de vennootschapsbelasting. Bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting 1986 maakte de minister van Begroting enkele belangrijke cijfers bekend. Deze cijfers bevestigden wat velen reeds lang vermoedden: steeds minder bedrijven betalen in dit land belastingen. In 1978 waren dit er nog 38 047 op een totaal van 55 534 of 68,5 pct. Anno 1984 was dit echter respectievelijk 46 835 op 98 732 of 47,4 pct. Met andere woorden, meer dan de helft van de Belgische vennootschappen betalen, ondanks de stijging van de winsten, geen belastingen. Geheel onverwacht is dit niet, want onder Martens V vormden de fiscale aftrekken voor het bedrijfsleven een «topprioriteit». Daarom wenst de SP dringend een integratie en zuivering van alle fiscale gunstregimes voor de bedrijven. Er moet een einde worden gemaakt aan het totaal onoverzichtelijk geworden aantal fiscale gunstmaatregelen, ontworpen zonder grondig vooronderzoek, die achteraf, hoe kan het anders, herhaal- delijk dienden gecorrigeerd te worden. Er moet een grondige doorlichting komen van het fiscale stelsel van T-zones, coördinatiecentra, reconversie- en innovatievennootschappen enzovoort. Op deze manier kunnen al te laattijdige correcties, zoals deze met betrekking tot de fictieve roerende voorheffing voor coördinatiecentra en de overheveling van winsten naar bedrijven in T-zones, in de toekomst voorkomen worden voor ze de gemeenschap en dus de belastingbetalers tientallen miljarden hebben gekost.

In dezelfde zin stelt de SP voor, naar het Amerikaanse voorbeeld, een minimumaanslag te heffen voor alle vennootschappen. Dit minimum wordt uitgedrukt in een percentage van de netto-winst. De realiteit leert immers dat vennootschappen dikwijls een louter fiscaal leven beginnen te leiden waarbij de «taxplanning» van de eigenaar primeert boven het belang van de vennootschap; dergelijke ontwikkelingsoperaties gebeuren andermaal ten koste van de gemeenschap. Een minimumaanslag zou hier, net zoals in de USA, een eerste verdedigingslijn kunnen vormen om een rechtvaardiger aandeel van de vennootschappen in het geheel van de belastingontvangsten te verzekeren, zonder te raken aan de noodzakelijke rendementsimperatieven. Afhankelijk van het percentage van de mini-

mumaanslag kan trouwens een lichte vermindering van het basistarief gelijkijdig worden overwogen.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op.

De bedrijfslasten, zoals sommige belastingplichtigen deze in rekening brengen, dienen beter beheerst te worden. Tegenover een dikwijls te star en te stroef optreden van controleurs tegenover loon- en weddetrekkenden, staat een dikwijls ongehoorde onmacht tegenover bedrijven en vrije beroepen. Het in rekening brengen van bedrijfslasten is uitgegroeid tot de meest verspreide vorm van belastingontwijking, waartegenover de fiscale administratie binnen de huidige wetgeving machteloos staat. Hieraan dient dringend paal en perk gesteld te worden.

De fiscale behandeling van in het buitenland behaalde inkomsten dient te worden herzien. Zowel de vrijstelling, het herleiden van de aanslag tot de helft of een vierde, als de forfaitaire aftrek van buitenlandse belasting voor in het buitenland behaalde inkomsten, samen met de aftrekbaarheid van buitenlandse belastingen als bedrijfslast, maken van België een uitverkoren vertrekbasis voor activiteiten in het buitenland. Het gaat zelfs zover dat, vooral financiële instellingen, langsheen de manipulatie van buitenlandse activiteiten en de voordelen die onze wetgeving eraan verbindt, vrijwel geen belastingen meer betalen zelfs op de winsten, die ze in België vergaren. Een dergelijke begunstiging is ongehoord, inefficiënt en ook onnodig daar nergens in het buitenland soortgelijke voorrechten bestaan. Daarom wenst de SP dat deze fiscale gunstmaatregelen vervangen worden door een strikte en eenvoudige toepassing van de verrekeningsmethode waardoor ook elke dubbele belasting vermeden wordt zonder dat dit aanleiding geeft tot een systematische verrijking langs kapitaalexport.

Er is ook de beperking van de aftrekmogelijkheden tot de reeds werkelijk betaalde belastingen in hoofde van bedrijven. De vrees om een dubbele belasting te heffen gaat soms zo ver dat er in totaal geen belasting meer wordt geheven. Bedrijven worden aldus eigenlijk aangespoord om hun geld te beleggen, in plaats van het produktief aan te wenden. Zowel voor de verrekening van het belastingkrediet als voor de vrijstelling van dividenden van vaste deelnemingen binnen bedrijven, die dergelijke dividenden ontvangen, wordt haast nooit nagegaan of hier reeds vennootschapsbelasting werd betaald of dat bij de privé-aandeelhouder nog wel enige personenbelasting drukt op de ontvangen dividenden. De meest in het oog springende belastingontwijking gebeurt door de elektriciteitsmaatschappijen, die bijna niet belast worden op de reeds in de intercommunales onbelaste winsten. Het mijden van de dubbele belasting veroorzaakt hier treffend totale belastingvrijdom. Ook hier wenst de SP de al te grote goodwill van de wetgever in te ruilen voor een meer strikt stelsel dat de verrekening van een belastingkrediet of een aftrek als definitief belaste inkomsten beperkt tot werkelijke situaties van dubbele belasting. Bovendien dient het stelsel van definitief belaste inkomsten nauwer verbonden te zijn met de overige activiteiten van het bedrijf.

Er is een betere regeling voor Belgische inkomsten van buitenlanders. Immers, niet alleen Belgen met buitenlandse inkomsten, maar ook buitenlanders met Belgische inkomsten krijgen een overdeven gunstige fiscale behandeling. Ook hier plooit de Belgische fiscus onnodig terug en bestaan er vrijstellingen die veel verder gaan dan wat Belgen in het buitenland bekomen. In de praktijk worden hier trouwens ook voor buitenlandse kaderleden gunsten toegestaan die nergens in de wetgeving voorkomen en daardoor ook nergens politiek kunnen worden gecontroleerd. De SP verzet zich hier niet tegen een regeling waarbij buitenlandse investeringen een gunstregime krijgen, maar dan moet het wel op wettelijke basis en beperkt in tijd en volume. Bovendien mag men niet vergeten dat buitenlanders in hun eigen thuisland worden belast op hun wereldinkomen — met inbegrip dus van hun inkomen uit België. Wanneer dit thuisland nu de verrekeningsmethode toepast en de in België reeds betaalde belasting in mindering van de totale belasting op dit wereldinkomen brengt, dan vloeit elk fiscaal voordeel dat in België wordt verleend niet toe aan de buitenlander, maar wel aan de vreemde Schatkist. Ook op dit vlak wordt het tijd om onze verouderde wetgeving aan de realiteit aan te passen.

Misbruiken inzake schenkings- en successierechten moeten worden voorkomen. Recente opsplitsingsoperaties van bedrijven in familiebezit, om alzo schenkings- en vooral successierechten te ontlopen, legden nogmaals de vinger op een aantal gaten in onze wetgeving. Vooral grotere vermogens, die gemakkelijker kunnen worden opgesplitst en dus in stukken worden overgedragen of die gemakkelijker een juridische vorm aannemen waarvan de overdracht moeilijker achterhaalbaar is, profiteren op het ogenblik van flagrante ontwijkingskansen die in de

wetgeving besloten liggen, in tegenstelling tot het ouderlijke huis, een spaarboekje en wat obligaties in een bankkluis. Schenkings- en successierechten dienen dus beter op mekaar afgestemd en aangepast te worden, zodat ook de grote vermogens hieraan niet langer kunnen ontsnappen.

Een woord over de echte bescherming van de belastingbetaler en de strijd tegen de grote fiscale fraude. De belastingwetgeving is zodanig ingewikkeld geworden dat de burger er reeds lang zijn weg niet meer in vindt. Dit is onverantwoord. Op een reeks concrete terreinen wil de SP daarom dat de belastingbetaler beter wordt beschermd. De SP is, binnen het kader van een algemene regeling van «behoorlijk bestuur», voorstander van: voorlichtingsbureaus voor de belastingplichtigen; meer duidelijke belastingformulieren, waarop in klare en duidelijke taal de rechten en plichten van de belastingplichtige zijn vermeld; een algemene motiveringsplicht voor elke beslissing van de administratie (bijvoorbeeld door het bekendmaken van vergelijkingsmomenten) en meer efficiënte en snellere procedures; een goede administratie met een betere dienstverlening op diverse terreinen.

Zo moet bij de schattingen van de waarde van onroerende goederen zowel in verband met registratie- en successierechten, als met BTW-aangifte van de bouwheer, de ambtenaar minstens een dossier aanleggen waaruit blijkt dat hij het huis heeft gezien vooraleer hij een waarde vooropstelt.

Zo moeten ook lagere ambtenaren ontlasting kunnen geven in duidelijke gevallen, zoals bijvoorbeeld het vergeten te vermelden op de aangifte dat er kinderen ten laste zijn, het vergeten aangeven van de levensverzekeringspremies enzovoorts.

Zo moet men systematisch de persoonlijke dossiers die van elke belastingplichtige bestaan gaan nakijken. Men moet dan de vragen stellen of hij vorig jaar interest aftrok, of hij kinderen had, een levensverzekering enzovoorts, en wat is de reden waarom hij dit nu niet heeft gedaan?

Zo moet geregeld, bijvoorbeeld om de drie jaar, bij de aangifte een aanvraagformulier van belastingvermindering van onroerende voorheffing worden gevoegd. Iedereen zou dan ten minste dit aanvraagformulier hebben gezien. Voor huurders zou men dan de verrekening van de vermindering eventueel kunnen doen door middel van een aftrek op de personenbelasting in plaats van de vermindering te geven aan de huiseigenaars die ze dan aan de huurder moet doorstorten, doch dit doorgaans vergeet te doen.

Tenslotte benadrukken de Vlaamse socialisten hun permanente zorg voor een juiste toepassing van de fiscale wetgeving. De grote fiscale fraude moet in dit licht dan ook streng worden aangepakt. Het kan niet door de beugel dat een kleine minderheid vele miljarden ontduikt, terwijl de grote meerderheid steeds meer belastingen moet betalen. De eerlijke belastingplichtige moet zeker op dit moment meer dan ooit worden beschermd. Dit is de positieve inbreng van de Vlaamse socialisten van hoe het in de toekomst moet.

De regering-Martens VI zal echter ook in 1987 verder gaan met haar voordeelpolitiek voor enkelen, de kapitaalkrachtigen. Saneren en snijden in andermans lege beurs kan niet eeuwig worden volgehouden. Er zijn grenzen. En dat zal deze meerderheid tot haar scha en schande ondervinden. Het duurt niet zo lang meer. De Vlaamse socialisten keuren het regeringsbeleid dan ook formeel af en zullen de begroting 1987 niet aannemen. *(Applaus op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, cette année qui s'achève dans la morosité politique aura été de toute évidence, pour le gouvernement, une année particulièrement chargée en séances de travail interminables, en discussions tous azimuts, en péripéties diverses. Mais peut-on estimer pour autant que, sur le plan de son action et de la mise en œuvre de celle-ci, elle a aussi été une année de la réussite et de la rencontre des grandes espérances? Toute évaluation dépend, nous en convenons, de l'éclairage qui est projeté sur tel fait plutôt que sur tel autre, sur un élément déterminé au lieu d'un autre.

La discussion du budget des Voies et Moyens offre traditionnellement une bonne occasion à l'opposition de tenter de démontrer que la gestion de l'exécutif en place est des plus désastreuses, qu'elle a dans ses cartons un programme de substitution nettement meilleur, sinon parfait, et que, dès lors, il ne reste plus à cet exécutif qu'à faire ses paquets sans délai.

Les écologistes profitent donc de cette nouvelle occasion pour porter un jugement très sévère et éclairé, sur le bilan gouvernemental.

Je dis « nouvelle » parce qu'en fait, c'est la énième fois cette année que nous sommes amenés à discuter et à rediscuter de la politique budgétaire du gouvernement. En effet, après la déclaration gouvernementale, nous avons été entraînés dans une spirale infernale: de crédits provisoires en crédits provisoires, de plan « Val-Duchesse » en budget des Voies et Moyens 1986, puis 1987, de loi fiscale en lois de pouvoirs spéciaux et en lois de confirmation. Nous en avons donc déjà vu de toutes les couleurs! Et pourtant la palette est loin d'être complète, puisque le gouvernement ne nous a toujours pas fait l'honneur de nous présenter les budgets annuels des départements, tant pour 1986 que pour 1987. C'est tout de même assez piquant de la part de ce gouvernement qui se flatte d'être le champion de l'orthodoxie en matière budgétaire!

Malgré le goût de revenez-y que ne peut manquer d'avoir le débat en cours, il n'est pas possible d'en faire l'économie, vu la tournure de plus en plus inquiétante que prend la situation dans ce pays, de moins en moins camouflée par les déclarations multipliées d'autosatisfaction et les rodомontades de l'équipe de Martens VI.

Monsieur le ministre, le budget des Voies et Moyens pour 1987 paraît promis à un avenir des plus incertains si l'on se réfère au montant du dérapage budgétaire cité par différents bureaux d'études; en moyenne, une trentaine de milliards.

En outre, il semble bien que certaines décisions ne soient pas répercutées dans le projet, comme celles visant la promotion du capital à risque et les dernières mesures de relance de l'emploi. Et, bien qu'il soit affirmé que 1,25 milliard est effectivement prévu à cet effet, nous conservons un doute certain.

D'un autre côté, en ce qui concerne l'épargne-pension, il est plus probable que l'impact fiscal a été sous-estimé de manière non négligeable. Mais, sur ce point, l'enjeu principal n'est pas là. Il réside bien davantage, selon nous, dans l'orientation politique que cette mesure concrétise. Nous n'irons pas jusqu'à dire que tout l'édifice social s'en trouve compromis et que le principe de redistribution est définitivement abandonné. Ce qui n'est guère contestable, par contre, et même le ministre des Affaires sociales émet des craintes à ce sujet, c'est que, par ailleurs, fortement soutenue par une ample publicité des compagnies d'assurances qui ne répugnent nullement à inquiéter la population et à saper sa confiance dans le système en vigueur, cette mesure instaure une redistribution à rebours en faveur des mieux nantis, et, bien que modérée, crée déjà un climat antisocial et individualiste. On est donc parfaitement en droit de craindre qu'à terme, on ne tourne le dos à toutes les formes anciennes ou nouvelles de solidarité.

Les ministres des Affaires sociales et des Pensions ont beau affirmer, chacun de leur côté, que la pension légale ne peut en aucun cas être mise en cause, on n'est pas très rassuré pour l'avenir.

Le Vice-Premier ministre a soutenu à plusieurs reprises qu'il est possible d'arriver, à terme, à une diminution de la pression fiscale en conjuguant réforme, assainissement et simplification de la fiscalité.

Il est fort probable que ce résultat n'aura pas que des effets neutres sur la redistribution des revenus. J'aimerais recevoir des éclaircissements en la matière.

En tout état de cause, les informations contenues dans un récent bulletin de l'Institut national de statistique montrent qu'une redistribution très significative des revenus est déjà en train de s'opérer.

En effet, depuis 1981, le pouvoir d'achat des salariés a sensiblement baissé, alors que les revenus de la propriété privée, revenus financiers, dividendes, tantièmes, loyers ou placements divers, ont augmenté de façon importante. Et l'accord intervenu dernièrement entre le gouvernement et les organismes financiers sur les charges de la dette publique ne peut que renforcer cette situation.

Nous assistons à une valse à mille temps des revenus financiers qui, toujours à l'affût de nouveaux placements plus rentables, ne se fixent guère dans les investissements et n'hésitent pas à sortir du pays en quantité plus importante que jamais.

En résumé, il devient de plus en plus apparent que les déclarations fanfaronnes des membres du gouvernement s'accordent de moins en moins avec la confusion des actes qu'ils posent, dans une période de pouvoirs spéciaux où le contrôle budgétaire du Parlement est plus essentiel que jamais mais rendu plus difficile à exercer du fait des procédures utilisées.

Parlons à présent de ce qui constitue le centre de ce projet de budget, à savoir la transposition du plan concocté à Val-Duchesse.

Comme le gouvernement et la majorité qui le soutient, les écologistes pensent que des mesures d'assainissement des finances publiques sont indispensables et doivent être prises au plus tôt. Il est, en effet, grand temps de refuser des déficits budgétaires démesurés et d'arrêter de gonfler une dette publique déjà phénoménale. Mais les écologistes ne sont pas du tout d'accord sur le choix des mesures arrêtées par ce gouvernement. C'est là, somme toute, le vrai débat à engager.

Les raisons du choix du gouvernement nous sont largement connues et nous aurons certainement l'occasion de les entendre à nouveau au cours de sa réplique. De mon côté, je vais m'efforcer d'expliquer les raisons du nôtre.

Tout d'abord, il est important de constater que le gouvernement et nous-mêmes n'attribuons généralement pas les mêmes causes à l'origine des déficits et de la dette publique.

Pour notre part, nous considérons qu'elles peuvent être réparties en quatre groupes.

Dans le premier groupe: les investissements lourds. Aussi bien par le financement des investissements que par les coûts de fonctionnement en résultant, les infrastructures énergétiques et de transport mises en place ces dernières décennies pèsent très négativement sur les finances publiques.

En 1984, 118 milliards ont encore été absorbés par un programme autoroutier pourtant sur sa fin. En 1985, c'est 132 milliards qui ont été engloutis, dont 107 uniquement pour les charges d'intérêt et d'amortissement. Et d'ici à 1990, une dizaine d'emprunts pour le Fonds des routes doivent venir à échéance.

Peu importe, on nous promet pour les prochaines années de nombreux nouveaux chantiers, comme celui du contournement de Couvin évalué à 1,700 milliard pour 15 kilomètres. A cela, il faut ajouter, bien sûr, les centaines de milliards affectés aux travaux portuaires et fluviaux, pas tous utiles, loin s'en faut, au terminal gazier de Zeebrugge, à la recherche nucléaire appliquée qui représente une belle économie pour les compagnies d'électricité.

Et que trouve-t-on dans le plan de Val-Duchesse? Treize milliards 200 millions d'économies sur les investissements publics, soit à peu près 10 p.c. des investissements publics au niveau national. Non seulement c'est insuffisant mais, en outre, ce choix ne répond qu'à une option purement comptable.

Nous proposons, en lieu et place, une politique nettement différente tendant à privilégier les investissements légers dans les transports en commun, à encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie et à valoriser les ressources et matières renouvelables, tant par un effort de recherche que par des investissements de promotion. Nous croyons que cette orientation conduit beaucoup plus sûrement vers une réduction des charges financières et une moindre dépendance. On pourrait mener cette politique tout en opérant, dès 1987, des économies d'une trentaine de milliards sur les investissements publics, compensées partiellement par la suppression du privilège fiscal dont bénéficient les producteurs d'électricité dans la distribution et par l'instauration d'une taxe permettant de préparer notre avenir énergétique, notamment le désengagement du nucléaire.

J'en viens au deuxième groupe de causes qui se trouvent à l'origine de ce déficit accumulé et à l'égard duquel des mesures s'imposent. Actuellement, l'Etat est amené à prendre en charge de plus en plus de dépenses, essentiellement de rattrapage social. A l'avenir, il devra supporter de manière croissante les coûts écologiques que les entreprises tentent d'évacuer.

Sur le plan social d'abord, le chômage comme les soins de santé pèsent de plus en plus lourdement sur les finances publiques. L'envolée des dépenses de sécurité sociale traduit clairement en termes monétaires cette montée des coûts sociaux.

Les coûts écologiques, quant à eux, ne sont encore pris en charge que de manière très partielle. On ne peut contester qu'un certain nombre de pollutions graves liées à des effets à long terme ont été négligées ou sous-estimées dans le passé. La solution de ce problème exige, outre des changements profonds d'orientation, des mesures urgentes qui risquent de se révéler fort coûteuses. Ainsi, par exemple, des sommes plus que probablement considérables devront être mobilisées dans le but de limiter ou de réparer les dégâts provoqués par les pluies acides, l'érosion accélérée des sols agricoles, la contamination des rivières et des nappes phréatiques.

Qui peut dire combien coûtera un litre d'eau potable en l'an 2000? Cette question n'est-elle pas finalement plus fondamentale que celle se

rapportant au prix du baril de pétrole à la même époque? Mais aujourd'hui, ces éléments ne sont pas pris en compte. Nos ministres les ignorent, leur budget aussi.

A cet égard, les écologistes proposent l'instauration sans délai d'une taxe à la valeur soustraite qui aurait le grand avantage par rapport à la formule « pollueur-payeur » d'agir en aval de la production, de manière préventive et pas essentiellement au moment de la réparation, de façon aléatoire.

Si le gouvernement veut enfin adopter une attitude responsable, il doit développer sans tarder une politique préventive et curative et, dès lors, intégrer les coûts écologiques dans son budget.

Mais le projet de budget n'envisage que les dépenses sociales et le gouvernement, pour enrayer le phénomène grave du chômage, ne décide qu'une série de mesures dont la portée ne peut être que réduite et marginale. Or, en présence d'un sous-emploi de l'ampleur que nous connaissons, seule une politique de redistribution massive des emplois et des revenus qui leur sont associés peut offrir des perspectives d'avenir. Des mesures radicales s'imposent dans ce secteur si l'on veut permettre à tous ceux qui veulent avoir une activité économique, et en particulier aux jeunes, de s'intégrer dans la société. A court terme, il ne peut donc être question de pratiquer des coupes sombres dans les budgets sociaux.

J'en viens au troisième groupe de causes. Elles se trouvent essentiellement dans ce qu'on appelle communément « les compromis à la belge », lesquels se sont particulièrement exprimés dans le secteur de l'enseignement et ont contribué à gonfler démesurément les dépenses d'infrastructure et d'équipement dans un souci communautaire et idéologique. Ce sont là des effets de notre société « pluri-réseaux », mais résolument opposée à toute forme de pluralisme.

Selon nous, les solutions dans ces domaines doivent donc être, d'une part, d'encourager un usage pluraliste des équipements et des infrastructures existantes, d'autre part, de confier aux pouvoirs subordonnés des compétences plus larges et les moyens y afférents.

Que propose le gouvernement dans son budget 1987? Tout simplement de réduire les crédits pour le fonctionnement et la construction. Même si des réformes doivent être entreprises dans l'enseignement, elles ne peuvent certainement pas être accompagnées d'une réduction des crédits de fonctionnement. L'école doit s'ouvrir sur le monde et les besoins d'aujourd'hui. Dans cet esprit, la formation en alternance et la formation permanente des adultes doivent notamment être reconnues. Les restrictions financières envisageables ne peuvent porter que sur les bâtiments scolaires et, de manière équilibrée, toucher à la fois le Fonds des constructions scolaires de l'Etat et le Fonds de garantie qui subsidie le réseau libre.

Dernière cause importante des déficits budgétaires et du gonflement de la dette: les charges de la dette elle-même. Aujourd'hui, les charges d'intérêt constituent le principal poste budgétaire de l'Etat. C'est donc vers là qu'il convient d'orienter tous les efforts. Trois actions paraissent possibles dans ce domaine: une action sur la dette en devises, une action en direction des prêteurs institutionnels, une action sur la partie de la dette aux mains des particuliers.

Nous avons déjà eu l'occasion de développer largement nos propositions liées à ces actions. Nous n'y reviendrons pas en détail aujourd'hui.

Pour résumer ce point consacré à une gestion active de la dette publique — « active », veut dire, bien sûr, d'une tout autre manière que celle choisie par le gouvernement —, nous affirmons qu'il était et qu'il est toujours possible d'économiser, pour 1987, 3 milliards sur la dette extérieure, 60 milliards sur la dette détenue par les intermédiaires financiers, et 2 ou 3 milliards l'an prochain — davantage plus tard — sur la dette détenue par les particuliers, soit, au total, 65 milliards, c'est-à-dire le double de ce que le gouvernement a été capable d'obtenir.

Réaliser un maximum d'économies sur les charges de la dette publique contribuerait pourtant à alléger le montant total des économies et aurait surtout permis d'éviter de mettre à mal l'enseignement et la cellule sociale. C'est un choix que ce gouvernement n'a pas voulu faire. Il s'en mordra les doigts!

L'ensemble des mesures que nous proposons prend place dans un plan cohérent dont l'objectif est de remédier aux causes fondamentales du dysfonctionnement de la société belge, dont le déficit des finances publiques n'est que l'expression comptable.

L'optique étroitement comptable suivie par le gouvernement qui s'inscrit dans la logique néo-libérale de sanctification financière, ne débouche sur aucune perspective de renouveau de notre société.

M. le Premier ministre et son équipe n'ont aucun projet de société à offrir à la jeunesse si ce n'est celui des files d'attente, des files de pointage et de la multiplication des statuts précaires.

Le gouvernement escamote les grands problèmes de notre époque résidant dans les défis posés dans l'enseignement et la formation, la recherche, l'équilibre des écosystèmes, les nouvelles technologies, le désarmement et la reconversion de l'industrie de l'armement, la coopération Nord-Sud, l'instauration d'un vrai fédéralisme, et je m'en tiens aux principaux.

Faisant l'impasse sur les causes réelles des difficultés politiques et financières du pays, ce projet de budget est, au mieux, en mesure de prolonger la vie du gouvernement, sûrement pas d'ouvrir les portes d'un avenir qui réponde aux aspirations de larges couches de notre population. (Applaudissements sur les bancs Ecolo et Agalev.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, ik ben beschaamd dat ik zo laat op de avond nog gebruik moet maken van uw tijd. Ik stel echter vast dat de karig aanwezigen hun tijd nemen en ik zal dit dus ook doen. Ik zal niettemin proberen mijn uiteenzetting zo kort mogelijk te houden.

Om te beginnen wil ik enkele algemene beschouwingen formuleren bij het ontwerp van de Rijksmiddelenbegroting. Ten eerste, hebben wij hier te maken met een zeer ernstige poging tot vermindering van het netto te financieren saldo. Ten tweede, stel ik vast dat wij, ondanks de saneringen van deze begroting, toch nog steeds een land blijven met een grote interne solidariteit. Wij handhaven een behoorlijk niveau van levensstandaard. Ten derde, is het de verdienste van de regering, evenals van de vorige regering-Martens, dat zij de kraan van de buitenlandse leningen heeft dichtgedraaid. Hierdoor wordt de schuld sedert enige tijd volkomen intern afgelost. De betekenis hiervan mag niet worden onderschat.

Toch blijven er mijns inziens enkele technische vragen in dit ontwerp van Rijksmiddelenbegroting en in de toelichting onbeantwoord.

Ten eerste, heb ik enkele vragen met betrekking tot de ontvangsten. De ontvangsten bedragen minder dan werd geraamd. Op het einde van september waren er 1 pct. minder ontvangsten. De minister van Financiën heeft in de commissie voor de Financiën toegegeven dat de criteria om de ontvangsten te berekenen voor een stuk hypothetisch zijn. Vermits het dus slechts om een raming gaat, zullen de resultaten niet altijd voldoen. Wij mogen nochtans aannemen dat de cijfers waarop deze ramingen gebaseerd zijn en die afkomstig zijn van de administratie van Financiën, op een betrouwbare manier zijn tot stand gekomen.

Ik heb zeer concrete vragen met betrekking tot de thesaurie verrichtingen. In september 1986 bedroegen de thesaurie verrichtingen nog 27 miljard, hoewel in de begroting voor 1986 slechts 10 miljard was uitgetrokken. Op pagina 42 van de algemene toelichting bij dit ontwerp van Rijksmiddelenbegroting staat dat de thesaurie verrichtingen in 1987 bij ongewijzigd beleid 5,7 miljard zullen bedragen. Uiteindelijk is in het ontwerp van begroting slechts een bedrag van 2,2 miljard ingeschreven. Er bestaat dus een grote discrepantie tussen het bedrag van september 1986, namelijk 27 miljard, en het bedrag van de begroting voor 1987, namelijk 2,2 miljard. Ik vraag dan ook of de ramingen met betrekking tot de ontvangsten niet al te optimistisch zijn.

De heer Van Ooteghem. — Zeer juist.

De heer Didden. — Ik heb, ten tweede, ook nog vragen met betrekking tot de uitgaven. Het is elkeen bekend dat er nog een reeks zeer concrete beslissingen moeten worden genomen in uitvoering van het Sint-Annaplan. Ik zal die beslissingen niet opsommen om aldus het debat op deze winteravond niet te lang te rekken.

Het rapport van Thijs Ghyselinck over de Kempense Steenkoolmijnen heeft echter een nieuw element naar voren gebracht. Dit plan van Thijs Ghyselinck is voor de regering geen budgettair neutrale operatie. In dat plan komen, supplementair aan de successierechten, de volgende enveloppes voor: 28 miljard voor de afbouw van de oostelijke zetels, 7,4 miljard voor nieuwe investeringen in het westen en 9 miljard supplementair op de successierechten, of samen 44,4 miljard. Naar mijn mening kan dit niet op een budgettair neutrale manier verlopen.

Wij hopen dat de regering een goed oplossing zal vinden, die geen aanslag op de begroting tot gevolg zal hebben en ook niet kortzichtig

zal zijn met betrekking tot het sociaal-economische probleem dat in Limburg en elders in ons land bestaat.

Het plan-Gheyselincx biedt de mogelijkheid om op zeer korte termijn de tijd in te halen die in de afgelopen jaren en door vorige regeringen — ook door regeringen tijdens welke de heer Martens en andere ministers geen bevoegdheid ter zake hadden —, werd verloren. Ofschoon het plan van de regeringscommissaris vele vragen oproept en tot op heden onvoldoende geconcretiseerd is, zal het moeilijk zijn voor ongeacht wie in ons land aan de inhoud van dit plan voorbij te gaan. Het moet mij van het hart vandaag vast te stellen dat een ieder het er blijkbaar over eens is dat ook de kolensector geherstructureerd moet worden. Ik heb de indruk dat de tijd op zeer snelle wijze helend heeft gewerkt.

Het plan-Gheyselincx richt zich tot iedereen, in de eerste plaats tot de regering waaraan gevraagd wordt de financieringsbehoeften op korte termijn — dus vóór 1987 — in te vullen en de herstructureringsvoorstellen goed te keuren. Wat dat laatste betreft, heb ik begrepen dat de regering dat ook wenst te doen, zal doen of gedaan heeft. Het plan richt zich ook tot de sociale partners om een gesprek aan te vatten en binnen sociaal aanvaardbare termen de herstructurering te realiseren. Het verheugt mij dat van meet af aan wordt verklaard dat er geen af dankingen op collectieve wijze worden georganiseerd noch dat zulks tegen de wil van de betrokken werknemers zal geschieden. Indien dit ook concreet kan worden gemaakt, is het niet uit te sluiten dat subversieve krachten die op een sociale explosie hopen in deze bedrijven geen kans zullen maken. Ik acht het belangrijk dat het sociale gesprek tussen de bedrijfsleiding en de werkgever met grote openheid en wederzijds respect wordt gevoerd. Het plan-Gheyselincx legt ook de verantwoordelijkheid bij de Limburgers zelf. Volgens dit plan zal de reconversie worden georganiseerd op provinciaal niveau en in de getroffen mijngemeenten op de eerste plaats de oostelijke mijngemeenten. Sommigen onder u weten wellicht dat ik inwoner van één van beide mijngemeenten ben.

Niemand kan ontkennen dat er in Limburg reeds heel wat is gebeurd in de afgelopen jaren, zelfs in de afgelopen maanden. De herstructurering van de Kempense steenkoolmijnen vergt evenwel een verhoogde inspanning inzake nieuwe werkgelegenheid. Vele instanties in en buiten Limburg, ook de CVP-parlementsleden van deze provincie, vragen de regering twee volkomen samenhangende dingen: ten eerste, dat aan de financieringsbehoeften zoals die door de regeringscommissaris werden geformuleerd in zijn rapport, zo vlug mogelijk een gevolg wordt gegeven; ten tweede, dat de reconversie mogelijk wordt gemaakt. Er moet een op langdurige werkgelegenheid gericht programma worden goedgekeurd dat door de plaatselijke en provinciale instanties kan worden uitgewerkt. Deze reconversie is voor ons even belangrijk als de financiering, omdat deze uiteindelijk een perspectief moet bieden voor de toekomst. Op dit stuk mag men evenmin als op dat van de financiering verstoppertje spelen. Er moet een openhartige dialoog tot stand komen die leidt tot engagement waarbij alle partners een haalbare oplossing als het ware bij contract overeenkomen.

Mijnheer de Voorzitter, ik had mij voorgenomen nog enkele beschouwingen te wijden aan alternatieven voor deze begroting. Ik heb veelvuldig gezocht naar alternatieven in de diverse documenten van alle politieke partijen, vertegenwoordigd in dit Parlement. Ik moest evenwel vaststellen dat het aantal becijferde alternatieven zeer karig is. Ik heb er met name twee geteld. In de commissie voor de Financien heeft onze collega de Wasseige een inspanning gedaan om aan de hand van een Dulbea-studie een voorstel te doen om de ontvangsten te verhogen, ter waarde van ongeveer 1 pct. van het bruto nationaal produkt, ofwel 50 miljard lasten op de petroleumprodukten. Men kan moeilijk zeggen dat dit erg origineel is of dat het van grote moed getuigt. Zelfs als het voorstel creatief zou kunnen worden genoemd, dan zouden wij door de uitvoering ervan recordhouder worden op het vlak van de fiscaliteit en de parafiscaliteit. Nu zijn wij dat al binnen de Europese Gemeenschap, maar met het plan de Wasseige zouden wij, op het niveau van de OESO, Zweden en Denemarken, voorbij steken, landen die ons op dit ogenblik met 1 pct. BNP-voorafgaan.

Een ander alternatief komt van de heer Spitaels. Het is handig verpakt onder de naam «inbèle», letterlijk uit het Frans vertaald zou men dat «een poging om tegen te blaten» kunnen noemen. Het is spijtig dat de heer Spitaels niet de moed heeft om aanwezig te zijn in de commissie of in openbare vergadering, waar normaal zijn plan in alle openheid zou kunnen worden besproken.

De heer Luyten. — Hij zal wel een stemverklaring komen afleggen!

De heer Didden. — Wellicht komt hij na het debat, bij een stemverklaring zijn plan ontvouwen. Ik hoop dat de Voorzitter dan ook consequent zal zijn en het reglement van de Senaat zal toepassen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Als men de nota-«Inbel» van de heer Spitaels naar het Nederlands vertaald, zou men kunnen zeggen, de heer Spitaels wil de kat de bel aanbinderen, maar ik zou het anders willen noemen: hij heeft ons een klok aangeboden waarvan de klepel weg is. Ik heb de indruk dat de PS, en vooral haar leider, sinds geruime tijd niet meer weten waar de klepel hangt, vandaar waarschijnlijk zijn afwezigheid hier en in de commissie.

De heer Van Ooteghem. — Zij hopen op een volgende grote coalitie.

De heer Didden. — Ik hoop op geen enkele grote coalitie. Ik denk dat de huidige coalitie goed is. Ik stel mij dan ook voor dat de heer Spitaels, omdat hij de klepel kwijt is, zich bezighoudt met allerlei ludieke acties zoals het uitdelen van tuingerief, schoppen en allerlei snoep in het kader van Sinterklaas.

Ik heb er veel begrip voor dat de socialistische in dit land ongelukkig zijn met het vooruitzicht dat ze eigenlijk een gans decennium afwezig blijven bij de organisatie van de sociale rechtvaardigheid die door de huidige meerderheid in moeilijke omstandigheden wordt betracht.

Uiteindelijk is het indienen van een begroting het afrekken van het masker en de bevolking de waarheid zeggen met betrekking tot het beleid dat men wenst te voeren.

Wanneer ik het begrotingsbeleid van dit land en het beleid van de overheid in het algemeen analyseer, stel ik vast dat wij waarschijnlijk het meest gesocialiseerde land zijn van het Westen, van alle beschaaft landen, of laten we zeggen van alle democratische landen. Zestig pct. van ons BNP wordt in beslag genomen door de overheid.

Ik zal hier niet verder over uitweiden. Ik zou kunnen analyseren waar dit overheidsbeslag heen gaat. Degenen die hier nog aanwezig zijn, zijn daarvan voldoende op de hoogte en ik wil uw tijd zeker niet langer in beslag nemen.

Het besluit is vrij eenvoudig. De huidige coalitie voert in feite het meest socialiserende beleid van West-Europa en van de OESO, indien wij het meten met de norm van het overheidsbeslag in het BNP.

Ik weet ook dat sommigen onder u zullen zeggen dat een groot deel van dit overheidsbeslag weer verdwijnt aan rentelasten. Inderdaad, en de regering probeert daar iets aan te doen.

De heer Van Ooteghem. — De heer De Smeyter hoort dat niet graag zeggen.

De heer Luyten. — De heer De Smeyter is een «Amerikanist» geworden.

De heer Didden. — Het is al laat, maar niet te laat om iets te doen. Het is in ieder geval een zeer goede poging van deze regering, ook van de vorige regering, om ons land uit de moeilijkheden te halen.

Degenen die hopen dat iets kan gebeuren op een neutrale, volkomen pijnloze manier, maken zich illusies. Zij willen in feite de jeugd en de toekomst van dit land opzadelen met een onbetaalbare schuld. Men kan hen het beste vergelijken met de Japanse kamikaze-piloten, met dat verschil dat zij hun zelfmoordactie op de eigen vloot richten, terwijl in Japan tijdens de wereldoorlog de acties tenminste nog waren gericht tegen vreemde en vijandige vloten.

Vele rapporten tonen aan dat het spaarplan en de begrotingen voor 1986 en 1987, die op basis hiervan worden opgesteld, op relatief korte termijn vele welvaartsriteria kunnen verbeteren.

Om deze fundamentele reden, omdat zij een perspectief bieden op de toekomst, zullen wij, met onze partij, met veel overtuiging de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuld-begroting goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden hier te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, zaterdag 20 december 1986, te 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, samedi 20 décembre 1986, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 5 m.*)

(*La séance est levée à 22 h 5 m.*)

540